

# ***l'Anti*capitaliste**

n°222 | 19 décembre 2013 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## Non à l'union nationale contre les peuples

# ARMÉE FRANÇAISE HORS D'AFRIQUE!



### Dossier

***Ce gouvernement continue à enfermer...***

**Pages 6 et 7**



**ÉDITO**  
Salaire minimum, profits maximums  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Emplois et licenciements  
Combattre l'insécurité sociale Page 2

**ACTU SOCIALE**  
Nelson Mandela  
L'hommage du vice à la vertu Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Portugal: tribune d'Adriano Campos  
Page 12



édito

Par CÔME PIERRON

## Salaire minimum, profits maximums

**M**ichel Sapin a annoncé que l'augmentation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2014 sera de 1,1%. Le salaire minimum passera de 9,43 euros de l'heure à 9,53 euros brut, soit 10 centimes de plus par heure d'exploitation, 12 euros nets par mois. Alors qu'il y a quelques mois, ce gouvernement a accordé 20 milliards d'euro de cadeaux fiscaux aux entreprises, il n'octroie que quelques centimes d'euros à environ 3,1 millions de salariés. Un nombre de smicards qui a progressé d'un demi-million en 2012, soit 13% selon les chiffres du ministère mal nommé du Travail et de l'emploi. En n'augmentant le Smic que de la seule « hausse légale » automatique, le gouvernement Hollande-Ayrault s'aligne, une fois de plus, sur la pensée unique patronale.

Car Sapin ose parler de « gain de pouvoir d'achat » à la veille de la hausse de la TVA qui pénalisera avant tout les classes populaires, sans compter toutes les autres augmentations d'ores et déjà annoncées : transport public, mutuelles, assurances... Il méprise la majorité de la population et montre dans quel camp social il se place. Quand il dit que cette hausse ridicule doit « préserver l'emploi des salariés », il reprend à son compte le discours du Medef et des libéraux sur le coût du salaire « trop élevé » qui pèserait sur la compétitivité des entreprises. Pendant ce temps, les 500 plus riches de France se sont enrichis de 25% en un an, les dividendes versés aux actionnaires par les entreprises du CAC 40 et bien d'autres sont en hausse. C'est la logique du système capitaliste où une minorité exploite le plus grand nombre pour fabriquer le profit de quelques-uns. Licenciements, suppressions d'emplois, salaires, attaques contre les services publics et la protection sociale, injustice fiscale, austérité... Les raisons sont de plus en plus nombreuses pour l'ensemble des salariés, des précaires, des privés d'emplois de s'opposer à ce gouvernement au service du patronat et des plus riches ! Et de se mobiliser pour obtenir, dans le privé comme dans le public, des augmentations de salaires substantielles, à commencer par l'augmentation du Smic à 1700 euros net.

## BIEN DIT

*Le Président nous apprend dans sa missive que les choix futurs sont l'œuvre de tous les postiers. C'est nous les postiers « au travers de la démarche participative » qui optons pour les restructurations incessantes et futures, et pour une pression commerciale toujours plus importante (...) Les dirigeants de La Poste seraient-ils en train de nous dire que nous aurions choisi de détruire nos futurs emplois ?*

SUD PTT ACTIVITÉS POSTALES, en réponse à la lettre aux postiers de Philippe Wahl, PDG de La Poste, le 4 décembre 2013.

## À la Une

# Centrafrique : Hollande s'enlise

*Depuis son intervention militaire en Centrafrique, le gouvernement français est confronté à une aggravation de la situation militaire et une absence de solution politique crédible. Le risque de l'enlèvement augmente chaque jour.*

**L**a situation sécuritaire en Centrafrique apparaît beaucoup plus compliquée que celle présentée par la presse et le gouvernement lui-même qui consistait en un simple désarmement de la Seleka. En fait cette dernière, qui n'était déjà pas une organisation structurée lorsqu'elle a pris le pouvoir, s'est complètement émietlée et devient autant de sources de dangers.

### « Terrain miné »

Ces miliciens agissent par petits groupes armés, en dehors de tout contrôle, et ils sont maintenant rejoints par des membres de la communauté musulmane qui ont subi des exactions des milices d'autodéfense anti-Balaka, milice composée de chrétiens encadrés, dans certains cas, par les anciens partisans du président déchu, François Bozizé.

Ainsi les opérations de DDR (Désarmement démobilisation et regroupement), pour reprendre le jargon onusien, deviennent une source supplémentaire de conflits où, une fois désarmés, les personnes et leurs familles risquent de subir les représailles de l'autre partie de la population. Les nouvelles provenant de Bangui, la capitale du pays, sur les atrocités subies par chaque communauté, pourraient aussi aviver les conflits et le désir de vengeance dans le reste du pays. Autre risque, celui d'un départ de la capitale d'une partie des membres de la Seleka pour rejoindre le nord de la Centrafrique en occasionnant sur leur retour désolation et mort.

### Vide politique

Les difficultés sont aussi importantes au niveau politique. En effet, le gouvernement français est dans une situation qui ressemble fort à une impasse. Il est clair, et Hollande le réaffirmait publiquement,



Hollande face au cercueil d'un des soldats français tués en Centrafrique. DR

que Djotodia – le président de la transition arrivé au pouvoir par la Seleka – n'est ni l'homme de la situation ni l'homme de la réconciliation. Non seulement il a été incapable de tenir ses troupes, mais en plus, il profite de son pouvoir pour s'enrichir et attise le conflit en prenant parti systématiquement pour les musulmans, en mettant l'essentiel de la violence sur le compte des milices anti-Balaka. Le Premier ministre, Nicolas Tanguy, qui est lui issu de l'opposition politique civile, reste totalement impuissant.

La difficulté porte sur le fait que le dispositif politique actuel a été entériné par les accords de Libreville, avec les principaux chefs d'États africains de la région, notamment le président congolais Sassou-Nguesso, et celui du Tchad Idriss Deby. La France n'a pas été mandatée par l'ONU pour présenter une autre solution politique, mais déjà Hollande parle de raccourcir la période

de transition en annonçant des « élections au plus vite », initialement prévues pour février 2015.

### Derrière l'humanitaire, l'impérialisme

L'opération Sangaris, comme les autres opérations militaires qui se présentent comme humanitaires pour l'Afrique, est partie intégrante de la politique impérialiste de la France.

Si la France ne cesse d'intervenir en Afrique francophone, c'est aussi parce qu'elle a mené une politique vis-à-vis de ces pays qui est catastrophique. La mise en place par la France, avec l'aide du Tchad, de Bozizé en 2003 en est une énième démonstration. Que peut-on attendre d'un général de l'armée de Bokassa, responsable de la terrible répression contre les manifestations lycéennes qui a fait plusieurs dizaines de morts, si ce n'est la mise en place d'une dictature qui s'accompagne, tous

les cinq ans, d'une mascarade électorale que la France, mais aussi les États-Unis, s'empresse de valider. Le pédigree de François Bozizé est connu de tous. Auteur de plusieurs tentatives de coups d'État, son pouvoir s'est caractérisé par l'enrichissement de son clan par la prédation des richesses de la Centrafrique et une politique de haine et de division ethnique. Il ne diffère pas en cela des autres présidents du Tchad, du Congo, de Djibouti et du Cameroun, etc., qui bénéficient de la même mansuétude des différents gouvernements français, qu'ils soient de droite ou de gauche, jusqu'à ce qu'un de ces pays s'enfonce dans des crises violentes et des désastres humanitaires.

En finir avec ce cercle vicieux impose une mobilisation des forces progressistes et une dénonciation de tous les instants de la politique française en Afrique.

**Paul Martial**

## EMPLOIS ET LICENCIEMENTS

# Combattre l'insécurité sociale

*En cette fin d'année 2013, Hollande continue-t-il à guetter l'inversion de la courbe du chômage annoncée, tout absorbé qu'il est par son rôle de gendarme de la Françafrique ? Sur le front de l'emploi, ce sont des milliers de salariés qui chaque mois continuent de perdre leur seul moyen d'existence.*

**S**i Petroplus, PSA, Goodyear, Arcelor Florange, Virgin, etc. ont sinistrement plombé la première année du gouvernement, ce sont désormais La Redoute, Alcatel, Fagor-Brandt, Michelin, Tilly-Sabco et tout l'agroalimentaire breton qui sont sur le devant de la scène sociale et illustrent sa politique.

### Un sinistre bilan

Selon le ministère du Travail, pour les neuf premiers mois de l'année, 736 plans de sauvegarde de l'emploi ont été notifiés, soit une hausse de 16% par rapport à la même période en 2012, pendant que 12790 entreprises ont déposé leur bilan au troisième trimestre (+ 7,5% en un an). Près de 53000 emplois se

trouveraient menacés par des procédures collectives (+ 5% en un an). Dans l'industrie, sur les trois premiers trimestres de l'année, 191 fermetures d'usines employant plus de dix salariés ont été recensées, chiffre comparable, pour la même période, en 2012. Y compris pour des entreprises considérées comme solides : 6000 entreprises de

plus de cinq ans, soit près d'une défaillance sur deux, auraient fermé au troisième trimestre, soit 15% de plus par rapport au même trimestre de 2012.

Ces chiffres ne sauraient masquer le fait que le plus grand nombre de suppressions de postes ou d'emplois sont hors de statistiques, car résultant des effets dits induits ou

indirects des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) récents, et des fermetures.

### Les patrons bien servis

Au cours de la campagne présidentielle Hollande avait dénoncé cette « désindustrialisation inacceptable », qui de 2007 à 2012 avait fait perdre 400 000 emplois dans les secteurs manufacturiers. Tentant de

# Un monde à changer

**AVORTEMENT.** On sait que plusieurs pays européens ont encore des lois très restrictives en matière d'avortement. C'est le cas de Malte (interdiction totale), de l'Irlande (admis en cas de danger de mort) et de la Pologne (indication médicale stricte). Le Parlement européen a rejeté, mardi 10 décembre, un texte sur « *la santé et les droits sexuels et génésiques* » qui réclame pour les femmes un accès généralisé à la contraception et à des services d'avortement sûrs. Ce « *rapport d'initiative* », non contraignant, a été élaboré par Edite Estrela, une élue socialiste portugaise. Son vote n'aurait pas contraint les États qui s'arcbutent sur des législations rétrogrades à les changer mais aurait été un signal positif.

Certains opposants se sont battus ouvertement contre le droit à l'avortement, d'autres se sont camouflés derrière un argument d'une hypocrisie totale, les compétences de l'Union européenne : « *le droit à l'avortement ne relève pas de l'UE* » a affirmé ainsi la Commission des évêques de la Communauté européenne, lobby créé en 1980 pour promouvoir la « *dimension chrétienne du processus européen* ». C'est donc un texte alternatif qui a été voté, et qui affirme la primauté des États sur de telles questions. Face à cette décision, Edite Estrela a parlé d'« *obscurantisme et d'action hypocrite qui nie les droits des femmes* ». Bruno Gollnisch (FN) s'est réjoui que le texte ait été « *flingué* ».

## UKRAINE

# Sous pressions internationales directes

Depuis le refus du président Ianoukovitch de signer l'Acte d'association avec l'UE, fin novembre<sup>1</sup> les soutiens directs apportés par les diplomates occidentales à l'opposition se sont multipliés, espérant que les protestataires obtiendront par la rue ce que le Parlement a refusé le 3 décembre : un désaveu du choix présidentiel. À la veille d'une rencontre programmée avec Poutine, les négociations avec l'UE comme au plan intérieur sont interrompues.

Les soutiens directs apportés par les États-Unis et l'UE sont explicites, alors qu'est dénoncée la pression de Moscou sur l'Ukraine : les ministres des Affaires étrangères de Pologne et de Suède – les deux pays qui sont à l'initiative du Partenariat oriental

de l'UE – ont exprimé ensemble leur solidarité aux manifestants. Alexandre Kwasniewski, membre de la mission de surveillance du Parlement européen leur a ouvertement conseillé d'accentuer la pression sur le pouvoir ukrainien. Le ministre allemand des Affaires

étrangères, Guido Westerwelle, est allé à Kiev rencontrer deux chefs de l'opposition ukrainienne avant de se mêler aux manifestants. Des députés de l'opposition ont été reçus le 11 décembre à Strasbourg. De son côté, la secrétaire d'État américaine aux Affaires européennes et asiatiques, Victoria Nuland, a affirmé que les États-Unis étaient « *avec le peuple ukrainien, qui voit son avenir dans l'Europe* »<sup>2</sup>, et les États-Unis menacent l'Ukraine de « *sanctions* », tandis que, le 15 décembre, le sénateur républicain John McCain et le sénateur démocrate Christopher Murphy ont lancé aux 200 000 manifestants de la place de l'Indépendance : « *L'Amérique est avec vous !* »<sup>3</sup>.

### Équilibres instables

Le président ukrainien a répondu en jouant sur tous les tableaux. Il réaffirme la nécessité pour l'ensemble du pays, d'accords sur les deux fronts. Au bord d'une cessation de paiement, et alors que la Russie lui offre un prêt et des baisses de tarifs immédiats, il estime qu'une rupture avec Moscou devrait être

indemnisée à hauteur de 20 milliards d'euros.

Le pouvoir a aussi dénoncé les violences commises fin novembre et limogé le secrétaire adjoint du Conseil de sécurité nationale et de défense de l'Ukraine, ainsi que le maire de Kiev, présumés responsables de ces violences. Ce faisant, il a proposé la tenue d'une table ronde avec son opposition, non sans démonstration préalable « *musclée* » (avec ordres de modération) pour tenter de dégager les barricades et les bâtiments occupés. L'opposition a maintenu ses mots d'ordre en appelant à un nouveau dimanche de mobilisations alors que l'UE annonçait la suspension des négociations. On en saura plus lors de la rencontre prévue à Moscou le 17 décembre. À l'arrière-plan, les oligarques font des calculs. Et les 45 millions d'habitants de ce pays charnière sont écartelés.

**Catherine Samary**

1 – Lire <http://www.npa2009.org/node/39900> et <http://www.npa2009.org/node/40051>

2 – *L'Écho républicain* du 4 décembre  
3 – *Libération* du 15 décembre

Kiev, dimanche 15 décembre. DR



prendre le contre-pied du mortifère « *L'État ne peut pas tout* » de Jospin, le gouvernement a mis en place le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) de 20 milliards d'euros en faveur des entreprises, une Banque publique d'investissement, et lancé des aides à l'innovation et un programme « *Nouvelle France industrielle* » doté de 34 plans sectoriels. Rien que des cadeaux au patronat!

Mais, surtout, pour permettre aux entreprises de gagner la course à la compétitivité, le gouvernement, appuyé par les confédérations CFDT, CGC et CFTC, a fait voter par sa majorité la loi validant l'Accord national interprofessionnel sur la compétitivité des entreprises permettant le

développement de la « *flexi-sécurité à la française* » dont Sarkozy et le Medef avait rêvé. Allègement généralisé des procédures de contrôle et de résistance des institutions représentatives du personnel (comité d'entreprise, CHSCT), et impossibilité pour les salariéEs de s'opposer à leur licenciement en cas de refus des modifications de contrat de travail, vont accroître l'insécurité de l'emploi. La contre-réforme de l'inspection du travail tendant d'une part à dessaisir les inspecteurs de leur prérogatives tout en allant vers une dépenalisation du droit du travail « *consoliderait* » ces dispositions.

Au total, et en conséquence, le risque est grand de voir encore s'affaiblir les

résistances collectives en matière d'emplois ou de salaires. Enfin une vraie piste ouverte par le gouvernement pour voir la compétitivité des entreprises s'améliorer!

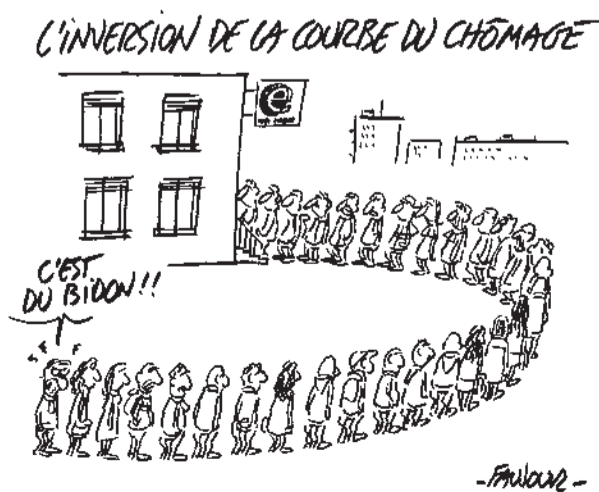
### L'urgence de la riposte

S'il n'est pas sûr que cet « *environnement* » plus favorable suffise au patronat, il est urgent pour les salariéEs d'engager un combat résolu contre ces politiques. Loin de toutes les formulations autour des « *consommations, produisons, français* », la riposte des travailleurEs doit se construire autour de l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail sans baisse de salaire et l'amélioration des conditions de travail de toutes et tous.

Alors que les Goodyear tiennent bon, ils pourraient être rejoints pas les travailleurEs de La Redoute contre les liquidations d'emplois, et de Michelin et Total sur

les salaires. Un pôle ouvrier des résistances qui se placerait au centre du combat politique contre le gouvernement.

**Robert Pelletier**



## Le chiffre 13,7 sur 7

13 heures de travail quotidien, sept jours sur sept... ce sont les conditions de travail dans les usines chinoises du fabricant de jouets Mattel dénoncées par la campagne « *Barbie ouvrière* ». Informations sur la campagne : [www.liberons-barbie.org](http://www.liberons-barbie.org) et [www.cgt.fr/Liberons-Barbie-ouvriere.html](http://www.cgt.fr/Liberons-Barbie-ouvriere.html)



## Agenda

**Vendredi 20 décembre, procès d'Areva contre l'Observatoire du nucléaire, Paris.** RV à 12h30 devant le tribunal de grande instance (4 boulevard du Palais, métro Cité). Animation par la Compagnie Jolie môme.

À SUIVRE SUR  
[www.inpa2009.org](http://www.inpa2009.org)

Le prochain numéro de  
**L'Anticapitaliste**

sortira le 2 janvier 2014.

**Bonne fin d'année**

## NO COMMENT

*Selon les directives du ministère de la Santé, il n'est pas possible d'accepter le sang spécial d'origine juive éthiopienne.*

UNE RESPONSABLE DU MAGEN DAVID ADOM, l'équivalent israélien de la Croix-Rouge, citée par le Point.fr le 12 décembre 2013, après qu'une députée d'origine éthiopienne a été jugée inapte au don de sang.

**L'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## CENTRAFRIQUE

# Union sacrée

Mardi 9 décembre, aucune voix ne s'est exprimée pour condamner l'intervention militaire française en Centrafrique lors du débat parlementaire sans vote.

« **L**e Parti socialiste observe que les violences commises aujourd'hui à Bangui justifient l'urgence d'agir pour prévenir les dangers menaçant la région, et dont les conséquences potentielles concernent autant l'Afrique que l'Europe », écrivent Harlem Désir et Cambadélis. EÉLV a entonné la même rengaine officielle. « C'est un oui, mais un oui prudent » a cru bon cependant de rajouter le coprésident du groupe EÉLV François de Rugy. À droite, François Fillon soutient « pleinement l'intervention en Centrafrique parce qu'il y a une urgence humanitaire et parce que nous avons le mandat des Nations unies ». « Je partage le point de vue de François Fillon », a renchéri Alain Juppé alors que Borloo, président de l'UDI, a apporté « un soutien sans réserve ». Le Front national a tenu à joindre sa voix à ce concert unanime : « La dégradation de la situation civile et sécuritaire en Centrafrique justifie plus que jamais l'intervention militaire de la France sous l'égide de l'ONU. Cette intervention nécessaire d'un point de vue humanitaire est également conforme aux intérêts de la France dans la région. » Cette inédite solidarité avec le gouvernement est un geste visant à prouver que le FN est un parti responsable apte à accéder à la gestion des affaires.

**Soutien critique... ou sans !**

À gauche de la majorité parlementaire, André Chassaigne pour le PCF a certes formulé des critiques de la Françafrique, des doutes et des réserves, mais pour au final soutenir : « La France n'est pas étrangère à la situation chaotique que connaît ce pays. Elle porte une lourde responsabilité historique dans la tragédie centrafricaine. Elle n'est donc pas la plus qualifiée pour intervenir. C'est un paramètre que nous ne pouvons ignorer même si, je le dis clairement, il n'est pas question de tergiverser pour la protection des populations civiles, premières victimes des violences sanglantes qui déchirent ce pays. » Il dénonce le « Sommet pour la paix et la sécurité en Afrique », « avant tout une offensive diplomatique pour la sauvegarde des intérêts de la France en Afrique » et exprime « un réel malaise face à cette intervention... Mais pas au point de se prononcer contre ! Et au final il se rallie, toute honte bue, non sans contorsion : « Nous sommes attachés au multilatéralisme et donc favorables au recours à une force d'interposition sous l'égide de l'ONU. Mais une force qui soit multilatérale. Cela suppose que la France ne soit pas la seule à être impliquée, sur le terrain, aux côtés de la Misca. »

La position du Parti de gauche est, elle, sans faux détours, comme l'écrit François Delapierre, son secrétaire national : « A la différence de précédentes opérations militaires dans lesquelles la France a été hélas engagée, celle-ci s'inscrit pleinement dans le cadre du droit international puisque le conseil de sécurité de l'ONU a donné unanimement le mandat à notre pays d'appuyer la force africaine de la Misca chargée de protéger les civils et "stabiliser" le pays. [...] L'alimentation énergétique de notre pays dépend de cette ressource (l'uranium, Ndlr) que notre sous-sol ne produit guère. La Centrafrique dispose du gisement de Bakuma et de frontières stratégiques avec des voisins dotés du précieux minerai. Tant que le nucléaire restera la première source de production d'électricité dans notre pays, la France devra contrôler des gouvernements qui détiennent la clé des mines africaines. » N'est-ce pas là un point de vue impérialiste, la légitimation du droit d'une nation dominante d'imposer sa loi, y compris pas les armes ? Delapierre dit cyniquement les vraies raisons de l'intervention... pour les justifier et les prendre à son compte. Vous avez dit opposition ?

Yvan Lemaitre

## FRANÇAFRIQUE

# “ Rappeler le passif de la France en matière d'ingérence forcenée, et la responsabilité qu'elle porte dans la situation actuelle ”

Entretien. Nous avons rencontré Raphaël Granvaud, militant de l'association Survie, et auteur de *Que fait l'armée française en Afrique (Agone, 2009)* et *Areva en Afrique, une face cachée du nucléaire (Agone, 2012)*.



Raphaël Granvaud. DR

**Quels étaient les objectifs du sommet France-Afrique (cf L'Anticapitaliste n°221) ?**

Outre la réaffirmation politique de la puissance française, les objectifs étaient essentiellement économiques et militaires. Depuis dix ans, la part de marché des entreprises françaises au sud du Sahara est passée de 10% à moins de 5% selon les statistiques officielles, même si, comme il s'agit d'un marché en croissance, les intérêts français ont augmenté en valeur absolue, les exportations doublant pendant la même période. Lors d'un forum économique qui a précédé le sommet, Hollande a fixé l'objectif de doubler les relations commerciales dans les prochaines années.

Quant au sommet intitulé « pour la paix et la sécurité », il s'agissait surtout de réactiver un vieux projet de constitution de « casques bleus » africains pour la « gestion de crises » sur le continent. Les autorités françaises ont réaffirmé leur disponibilité pour « aider » à la concrétisation de ce projet, en réalité pour l'encadrer par la fourniture de coopérants militaires. Lors de ses interventions militaires à répétition, la France prétend soutenir l'action des forces militaires africaines, qui servent en réalité de forces supplétives. Mais encore faut-il que ces forces soient opérationnelles, ce qui n'est pas toujours le cas, comme on l'a vu lors de la préparation de l'intervention Serval au Mali. La coopération militaire et logistique que la France propose à l'Union africaine (UA) lui permet aussi de justifier le maintien de sa présence militaire permanente sur le continent.

**Qu'en est-il ressorti ?**

Pour ce qui concerne la « paix et la sécurité », il est évident que ce sommet n'apportera rien, la nature des relations entre la France et l'Afrique constituant un élément du problème, et non de la solution. Concernant la force panafricaine dont la France prétend soutenir la création,

il est un peu tôt pour faire un bilan. Les discours convenus qui se sont succédé ne seront pas forcément suivis d'actes. Les rivalités entre certains pays freinent sa mise en œuvre et il existe des divergences quant à la conception de cette force africaine : doit-elle être déclinée et contrôlée par les institutions sous-régionales du continent, ou au contraire placée sous l'autorité de l'Union africaine ? Un point reste également passé sous silence : de quelle autorité tiendra-t-elle ses mandats ? De l'UA ou du Conseil de sécurité de l'Onu contrôlé de fait par les grandes puissances ?

**Derrière le prétexte humanitaire, quels sont les véritables enjeux, notamment économiques, de l'intervention militaire française en Centrafrique ?**

Les arguments humanitaires ou moraux, et en particulier le risque de « génocide » qui a été brandi avant le vote de la résolution au Conseil de sécurité, relèvent de la pure propagande. La situation est suffisamment grave pour ne pas avoir besoin d'en rajouter. En matière économique, le pays est surtout riche de ses ressources minérales, en particulier les diamants, dont la moitié sont exportés frauduleusement. Les intérêts économiques des entreprises françaises (Orange, Total, Castel...) sont relativement faibles au regard d'autres pays. Il y a également des intérêts forestiers et de l'uranium, mais Areva a gelé la mise en chantier du site de Bakouma il y a deux ans. Quant au pétrole découvert dans le nord du pays, il a été attribué à une compagnie chinoise. Les seuls intérêts économiques français dans le pays ne suffisent sans doute pas à expliquer l'intervention française. Il est vraisemblable en revanche que les enjeux soient perçus de manière régionale, avec la crainte que les affrontements centrafricains ne finissent par déstabiliser les pays limitrophes où les intérêts

économiques sont plus importants. Il faut également rappeler le poids de la hiérarchie militaire dans le choix des interventions, que les journalistes qui ont suivi la véritable genèse de l'opération Serval au Mali ont bien mis en évidence. En Centrafrique comme au Tchad voisin, l'armée est massivement présente, pour des raisons stratégiques, depuis des années, malgré l'absence de base militaire officielle. On ne pouvait pas laisser déstabiliser cette zone de manière durable.

**Quelles formes de mobilisation à l'égard de cette nouvelle intervention militaire peut-on attendre de la part de militants anti-impérialiste ?**

En France, il est plus difficile de mobiliser contre l'impérialisme français que contre l'impérialisme américain, propagande oblige. C'est encore plus vrai quand l'armée française prétend intervenir pour porter secours à des populations en danger, lesquelles peuvent accueillir favorablement – au moins dans un premier temps – l'arrivée des militaires français, jusqu'à paralyser les réactions des organisations progressistes (syndicales, associatives) dont on pourrait attendre au moins un regard critique. Il faut tenter de cerner et d'expliquer de manière non réductrice les enjeux de cette intervention, rappeler le passif de la France en matière d'ingérence forcenée, et la responsabilité qu'elle porte dans la situation actuelle, qui la discrédite pour toute solution d'avenir. Contre l'amnésie ambiante, il faut également rappeler le bilan des opérations « humanitaires » précédentes, comme l'opération Licorne en Côte d'Ivoire, et continuer à informer sur les opérations en cours, comme l'opération Serval au Mali : absence de résolution des problèmes, duplicité de la diplomatie française, tentative de mise sous tutelle politique et militaire... Enfin il faut

articuler des mots d'ordre sur le retrait des militaires français à des revendications qui prennent en compte le droit des Centrafricains à la sécurité.

**Plus généralement, concernant la Françafrique, peut-on repérer des infléchissements par rapport à la politique menée depuis des décennies par tous les gouvernements français, de droite comme de gauche ?**

Les médias insistent sur l'absence de réseaux officiels sous Hollande pour conclure (une nouvelle fois !) à la disparition de la Françafrique. A supposer que cela soit vrai, cela ne change pourtant ni l'orientation de la politique suivie ni la persistance des instruments de domination (franc-CFA, dette, armée et services secrets français sur le continent notamment). Après quelques hésitations de posture, on a également vu Hollande se convertir rapidement à la realpolitik en matière de collusion avec les régimes autoritaires et les dictateurs traditionnellement soutenus par la France. Sur le plan militaire, il faut même parler de régression. Le dernier Livre blanc de la défense, rédigé pendant l'opération Serval, relégitime les prétentions de la France à intervenir de manière unilatérale dans son pré carré traditionnel et à y consolider son dispositif militaire.

**Quelle alternative se devrait de proposer un véritable gouvernement de gauche ?**

Dans un premier temps, il faudrait par exemple cesser toute forme de soutien aux régimes répressifs, interdire toute présence militaire française en Afrique francophone, renoncer à la tutelle sur le franc-CFA, en finir avec la diplomatie du tiroir-caisse, auditer et annuler les dettes odieuses, reconnaître les crimes commis et ouvrir le dossier des réparations, et enfin mettre en place une aide qui profite aux populations locales et qui soit contrôlée par elles.

Propos recueillis par François Brun

NELSON MANDELA

# L'hommage du vice à la vertu

« Des dirigeants qui se disent solidaires du combat de Mandela pour la liberté mais ne tolèrent pas l'opposition de leur propre peuple... La critique est violente mais contrairement à ce qu'on aurait pu croire, elle n'est pas venue du dirigeant cubain Raoul Castro mais de celui qui venait justement de lui serrer la main, à savoir le Président étatsunien Barack Obama.

Ce même Obama avait serré un peu plus tôt celle de Hollande qui venait lui de serrer celle de Sarkozy, à l'occasion des obsèques de Mandela qui se sont tenues dans le stade de Soweto mardi 10 décembre.

## Une pluie d'hypocrisie

Il pleuvait à torrent sur un stade à peine rempli, et cette météo rafraîchissante, cette pluie sur ce prestigieux parterre des puissants du monde, cachait bien mal le nuage d'hypocrisie qui règne sur ce monde de politiciens. Mais cet hommage mondiallement retransmis a bien été une opération politique, une véritable comédie écuménique associant les larmes des dictateurs avec celles des peuples qu'ils oppriment, les anciens soutiens de l'Apartheid avec celles et ceux qui l'ont combattu. Aujourd'hui au bord de l'explosion, l'Afrique du Sud est en pleine crise, et l'hommage à Mandela sert de diversion pour tous ceux qui, au nom d'un prétendu héritage, dirigent un système libéral qui a certes permis l'éclosion d'une bourgeoisie noire mais continue l'oppression et la répression contre tout un peuple.

## HOMMAGE UNANIME À MANDELA



## Le peuple se manifeste

Le seul véritable moment de vérité fut le tonnerre de sifflets populaires accompagnant l'arrivée de Jakob Zuma, actuel Président de l'Afrique du Sud et nouveau chef de l'ANC. Dernier représentant politique à s'exprimer à la tribune, le successeur de Mandela a vu le stade se vider pendant son intervention. Après avoir rendu hommage à Mandela, Zuma a déclaré: «*laissons la tolérance s'établir, pour*

*créer les bases de la paix. Et par-dessus tout, œuvrons pour lutter contre la faim, la maladie et d'autres maux dont souffre l'humanité*». Le peuple sud-africain a apprécié, tant Zuma est connu pour être devenu le chef de la corruption, des magouilles et de la répression qui dominent aujourd'hui le pays. Il aurait pu aisément faire parti des dirigeants vilipendés, le temps d'un discours, par Obama... Ne manquait à l'appel de

tout ce beau monde que le dirigeant actuel du sionisme israélien qui fut l'un des plus grand défenseur de l'esclavage des noirs, à savoir Benjamin Netanyahu, retenu, dit-on, pour des «*raisons de sécurité*» et des «*frais de voyage*» jugés trop onéreux... Peut-être que la véritable raison de cette absence est surtout que Netanyahu n'a pas besoin de faire des milliers de kilomètres pour entendre parler d'un peuple opprimé,

il a déjà ça «*à la maison*»: le peuple palestinien...

## Obama prend la pose

Dans le stade de Saweto, Obama a pu s'offrir aux yeux du monde un moment «*progressiste*», ses «*fifteen minutes*» de gauche. «*Madiba est le dernier grand libérateur du XX<sup>e</sup> siècle*» a-t-il ainsi déclaré. Bien loin de la politique des USA pourrait-on ajouter... Difficile de faire oublier le rôle toujours décisif de l'impérialisme étatsunien dans le monde, sans oublier bien entendu la situation misérable des minorités ethniques aux USA, de la grande majorité des noirs américains en particulier, même si ceux-ci ont le droit de s'asseoir à coté des blancs dans les bus.

«*Inoubliable*» a dit le sénateur ex-PCF Robert Hue, un des cinq invités de Hollande qui ne représente plus que lui-même (et encore)... Finalement, la seule image importante de cet hommage fut bien cette poignée de main oh combien significative échangée par Hollande et Sarkozy, l'un poursuivant en effet le (sale) travail de l'autre. Effectivement inoubliable! Non décidément, ce monde là n'est pas le nôtre.

Alain Krivine

## Le monde en bref

### COMMERCE

## « Nous avons sauvé l'OMC »

C'est par ces mots que Karel De Gucht, le commissaire européen au commerce, a salué l'accord négocié à Bali par les 160 pays membres de l'OMC. Une façon de se rassurer...



Une grande victoire... pour le commerce international. DR

En effet, les échanges commerciaux stagnent (+ 0,02% en 2012), et surtout cet accord ne concerne qu'une fraction de l'agenda du «*cycle de développement*» initié à Doha il y a 12 ans, et pas du tout le développement. L'accord de Bali concerne les subventions à l'agriculture des pays émergents, notamment un programme indien destiné fournir à 800 millions d'Indiens pauvres des denrées alimentaires de base à prix accessibles. Selon les règles de l'OMC, de telles pratiques sont assimilables au dumping, faussant la concurrence, et sont donc strictement limitées. Pourtant, selon l'OCDE, les subventions agricoles au sein des pays développés sont passées de 350 milliards de dollars en 1996 à 406 milliards en 2011.

Intitulé «*clause de paix*» (!) par le gouvernement américain, l'accord finalement trouvé se contente de se donner quatre ans... pour trouver un accord, l'Inde s'engageant entre-temps à ne pas exporter ses produits alimentaires qu'elle va continuer à subventionner. Négociation absurde car aucun pays ne devrait renoncer à l'obligation de garantir le droit à l'alimentation.

## Et qui sont les gagnants ?

L'accord de Bali porte également sur la «*facilitation des échanges*», en fait des mesures de standardisation et de simplification des procédures douanières. Elles impliquent l'achat d'équipements coûteux par tous les pays, mais elles profiteront à quelques grandes multinationales. Le Rapport sur le commerce mondial 2013 de l'OMC indique que 1% des entreprises d'import-export concentrent 80% des exportations américaines, que 85% des exportations européennes sont dans les mains de 10% de grands exportateurs et que les 5 plus grandes entreprises d'import-export des pays en développement sont en charge de 81% de leurs exportations.

L'accord de facilitation des échanges va donc surtout profiter à ces multinationales et au secteur privé, alors que sa mise en œuvre va terriblement peser sur les budgets des pays les plus pauvres.

Un point positif: au prix d'une longue négociation, Cuba a réussi à faire intégrer dans la déclaration ministérielle le rappel du principe de non-discrimination commerciale, violé par les États-Unis avec l'embargo contre Cuba. Il est temps que les peuples imposent des règles commerciales défendant non pas les multinationales, mais les droits des êtres humains et de la nature.

J.R.

# SYRIE La révolution seule face au monde

Le processus révolutionnaire syrien continue à être la source de débats et de questions, alors que la «*conférence de paix*» de Genève 2 a été de nouveau reportée au 22 Janvier 2013.

Ce sommet poursuit les mêmes objectifs que les précédentes conférences dites de «*paix pour la Syrie*»: parvenir à un accord entre le régime d'Assad et une section de l'opposition bourgeoise et opportuniste liée à l'Occident et aux monarchies du Golfe. Cette fois, la différence notable est qu'elle se prépare sur fond de tractations entre les États-Unis et la République islamique d'Iran sur la question nucléaire, renforçant encore la volonté des deux régimes de mettre fin au processus révolutionnaire syrien en prenant en compte leurs intérêts respectifs. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG), autour de l'Arabie saoudite et du Qatar, avance ses propres pions et a publié une déclaration le 28 novembre 2013 affirmant que la Coalition nationale doit être soutenue et considérée comme le seul représentant légitime de l'opposition syrienne pour la conférence de Genève 2. Le rapprochement entre

l'Iran et les États-Unis démontre à nouveau la futilité de certains secteurs à gauche qui ne veulent pas voir que les différentes puissances mondiales et les puissances régionales, en dépit de leur rivalité, ont comme intérêts communs la défaite des révolutions populaires de la région et d'abord en Syrie. Ainsi, la résistance populaire est confrontée à des difficultés croissantes: pendant qu'on ne parlait que des armes chimiques, l'aide étrangère de l'Iran, de la Russie et la participation massive dans les combats du Hezbollah et des groupes irakiens chiites, ont permis à l'armée du régime de réoccuper de nombreuses régions et territoires qui avaient été libérés. De plus, le manque de tout soutien militaire et économique à l'Armée syrienne libre a conduit à son affaiblissement et sa division. Elle a été la cible des djihadistes et de certains groupes islamistes qui ont assassiné des officiers et attaqué ses brigades.



Un soldat de l'armée syrienne libre à Alep. DR

## Une révolution toujours vivante

Que ce soit en Occident ou au Moyen-Orient, les médias dominants ainsi que les différents gouvernements veulent nous faire croire que la révolution syrienne est morte et s'est définitivement transformée en une guerre confessionnelle. Pourtant, les révolutionnaires à l'intérieur du pays n'ont pas cessé de lutter, multipliant les appels à la démocratie et à l'unité du peuple syrien contre les tentatives de le diviser. Ainsi des manifestants dans la ville de Raqqa ont chanté sur les ruines

d'un bâtiment bombardé le matin même par les avions du régime, en acte de défi et de résistance contre les forces d'Assad. Contre les pratiques de l'État islamique en Irak et en Syrie (EIS), d'autres manifestations récentes ont exigé la libération des prisonniers détenus dans diverses régions, avec des pancartes proclamant: «*nous condamnons les enlèvements, les procès secrets, et la torture dans l'obscurité des prisons, parce qu'ils reproduisent les actions du régime Assad*».

Il faut également noter la formation de l'Union syrienne libre, le 13 octobre 2013 à la suite d'une réunion à Rihania, ville sur la frontière syro-turque. Composée d'environ 106 groupes et collectifs rassemblant des brigades militaires, des groupes d'information et d'autres formations civiles, son acte de fondation appelle notamment à une Syrie libre et démocratique dans laquelle toutes les communautés religieuses et les ethnies seraient traitées de manière égale.

L'activisme et l'auto-organisation populaire dans le processus révolutionnaire est donc toujours d'actualité. N'enterrons pas le peuple syrien révolutionnaire, il est loin d'avoir dit son dernier mot!

Joseph Daher

# Encore et toujours des prisons ?

Derrière la critique du tout-carcéral entr'aperçue dans le projet de loi pénale de Taubira, se cache une classique politique sécuritaire. Le volet pénitentiaire du budget 2014 est éclairant à cet égard.

**E**n effet, le gouvernement fait le choix de privilégier deux axes : « l'extension du parc actuel de 57 000 à 63 500 places » d'ici 2017 et la « sécurisation des prisons ». Et pour cela d'y consacrer l'essentiel des financements, au détriment des actions d'insertion pour les détenus, du développement des aménagements de peines et de la probation ainsi que de l'amélioration des conditions de vie des prisonniers.

## Accroissement du parc carcéral

C'est un gouffre financier pour l'État... et une rente juteuse pour les entreprises privées. Depuis 2006, plus de 2,7 milliards d'euros ont été consacrés à l'accroissement du parc carcéral, dont 1,6 milliard pour la construction de 13 établissements en partenariats public-privé. Avec les intérêts et la maintenance des bâtiments, la somme à verser jusqu'à l'échéance des contrats en 2038 à SPIE Batignolles et consorts, s'élève désormais à 5,3 milliards d'euros!

Dans le budget 2014, 128,1 millions sont affectés au remboursement d'une partie de cette dette. 282,5 millions d'euros sont en outre affectés à une nouvelle extension du parc. Une somme 33 fois supérieure à celle consacrée au développement du placement à l'extérieur, alternatif à la prison...

Cette augmentation régulière de places, sous des gouvernements de gauche comme de droite, s'est révélée totalement inutile. La surpopulation dans les prisons, dénoncée par de nombreuses associations ainsi que par Jean-Marie Delarue, est le résultat d'une plus grande sévérité des juges combinée avec une baisse des libérations conditionnelles et des semi-libertés. Et c'est un cercle vicieux qui maintient la surpopulation : la prison renforce la récidive, 66% des sortants y reviennent.

prisons : Aix-en-Provence (740 places), Valence (450), Riom (550), Beauvais (600), Draguignan (500) et Papeari (Polynésie, 510).

Ce sont des « usines carcérales », des hauts lieux de déshumanisation, dont la nocivité n'est plus à démontrer. Suréquipées en termes de technologies de pointe en matière de sécurité, elles sont incapables de prendre en compte les besoins humains des prisonniers (santé physique et psychologique, maintien des liens avec la famille et les amis, enseignement et formation, probation...). Pour cela, il faudrait augmenter les effectifs du SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation) pour préparer réellement les sorties de peines.

## Prisons de la misère

Aujourd'hui, comme l'écrivait le sociologue Loïc Wacquant au sujet des USA, les prisons sont « les prisons de la misère ». À la fois parce que la plupart d'entre elles sont des lieux indignes d'accueillir ceux et celles qui y vivent mais surtout parce qu'elles enferment essentiellement des pauvres. 73% des détenus le sont pour des délits mineurs n'excédant pas deux ans de prison. Mais ces deux années bousillent le plus souvent leur vie et, à plus ou moins long terme, les reconduisent souvent à la case prison.



## Renforcement de la sécurité des prisons

Alors que le nombre de détenus qui s'évadent est faible, 28 en deux ans, les dépenses de sécurité prévues sont gigantesques. Elles ont doublé en un an : 52,6 millions en 2014 alors qu'elles étaient de 25,6 millions en 2013. Ces fonds sont destinés à un arsenal monstrueux : filets, glacis, concertina, vidéosurveillance, armes, munitions, gilets pare-balle, brouillage des téléphones portables, portiques à ondes millimétriques ou métalliques, détecteurs de métaux, brigades canines...

Là encore, ce sont toujours les mêmes logiques : financement par nos impôts des profits juteux pour les marchands de sécurité, mais aussi traitement des humains incarcérés et de leurs proches comme des parias qu'il faut à tout prix contenir.

## Augmentation du nombre de places

6 500 places supplémentaire d'ici 2017... Et pour commencer, Taubira a décidé d'un grand programme immobilier qui concerne dans un premier temps six

## Un avenir sans prisons ?

José Bové a paraît-il été très marqué par sa découverte de l'univers carcéral à Villeneuve-lès-Maguelonne. Il s'y était retrouvé détenu pour ses « travaux d'intérêt public », le démontage du futur McDo de Millau. Maintenant que le combat contre les gaz de schiste est (presque) gagné, pourquoi ne donnerions-nous pas le signal d'une campagne unitaire de démontage des futures prisons, donnant ainsi corps au mot d'ordre de tous les anti-carcéraux : « pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons » ?

Les combats d'aujourd'hui doivent être la lutte contre l'emprisonnement pour les délits mineurs, le développement de toutes les alternatives à la prison, le soutien aux prisonniers qui se battent dans un contexte très difficile contre les conditions de vie qu'ils subissent. Ce combat fait partie de nos luttes pour changer la société complètement, imposer le partage des richesses et la satisfaction de nos besoins.

André Choagaz

# CE GOUVERNEMENT

# CONTINUE

# À ENFERMER



**D**ans ce pays des droits de l'homme, dans ce pays dit des libertés, on continue à beaucoup enfermer ! Dans les prisons, essentiellement celles et ceux qui commettent des petits délits. Dans les centres de rétention administrative, les étrangers auxquels on refuse des papiers. Dans les centres éducatifs fermés, qui n'ont d'éducatifs que le nom, les jeunes. Ces trois lieux fonctionnent sur le même modèle : à la privation de liberté s'ajoutent les atteintes à la dignité et au respect de la personne, en matière d'intimité, d'accès aux soins ou à la formation, de sécurité, de maintien de liens familiaux et sociaux. Des lieux de désespoir, sans perspective d'avenir où les personnes sont « parquées », selon les mots de Jean-Marie Delarue, le contrôleur général des lieux de privation de liberté lui-même. Des espaces

## CRA: la politique de

Depuis vingt ans, au nom de la lutte contre l'immigration, les gouvernements successifs ont mis en place des procédures dérogatoires, inventant pour les étrangers un droit à part, arbitraire. Peu à peu a été construit un régime d'exception qui enferme, expulse et tue. Les centres de rétention administrative (CRA) sont l'instrument privilégié de cette politique.

**L**es placements en CRA étant décidés par la préfecture, et pas par un juge, il ne s'agirait pas d'une sanction, mais d'une mesure destinée à faciliter « l'éloignement ». On serait donc retenu en CRA, mais pas emprisonné. Mais de fait, les CRA, aussi bien par les conditions de détention que la violence qui s'exerce sur l'individu qui y est enfermé, sont des prisons. Des prisons d'exception. La présidence Hollande s'inscrit dans la même logique. La rétention administrative devait devenir

une mesure exceptionnelle, et les objectifs chiffrés se terminer. Or, le dernier rapport de la Cimade<sup>1</sup> dresse un bilan sans appel : le recours massif à l'enfermement reste l'instrument ordinaire de la lutte contre l'immigration. Le gouvernement n'est revenu sur aucune des mesures les plus dures adoptées sous Sarkozy et va même plus loin sur certains points.

## La rétention, une mesure exceptionnelle ?

En 2012, cette exception a cependant représenté 43 746 personnes. Pareil pour les expulsions dont le nombre augmente de 12%. Les conditions de détention dans les CRA n'ont quasiment pas évolué. On enferme toujours des familles entières : il n'y a qu'en CRA que des mineurs de 13 ans peuvent être privés de liberté en France. La situation des mineurs isolés ne change pas non plus, ces derniers devant d'abord faire face à la suspicion des autorités, qui les considère d'abord comme suspect et profiteur potentiel. La question de l'accès aux procédures d'asile et d'accès à la santé restent particulièrement problématiques. La rétention est toujours présentée comme la manière la plus efficace d'expulser. La durée

# ENFERMEMENT CONTINUE À FERMER...

Dossier coordonné par Roseline Vachetta

de non-droit ou de droit d'exception quand celui-ci existe ! Ces trois lieux reçoivent les mêmes populations, des pauvres pour l'essentiel. Ceux et celles que ce système économique et politique inégalitaire et cynique exclut par milliers, et que l'État, serviteur fidèle des intérêts de ce système, n'hésite pas à enfermer. Depuis son arrivée au pouvoir, le Président Hollande n'a rien changé, n'a tenu aucune de ses promesses en matière de régularisation de sans-papiers ou de fermetures de centres fermés par exemple. Dans certains cas, il en a même rajouté dans le tout-sécuritaire.

Et pourtant d'autres solutions existent. Elles s'appellent peines alternatives pour les délits mineurs, accueil et régularisation de tous les sans-papiers, attention, éducation et enseignement pour tous les enfants et les jeunes...

Les articles de ce dossier font le tour de l'actualité pour chacun de ces lieux d'enfermement. Ils nous rappellent que le combat est plus que jamais nécessaire contre la répression de la misère, pour une société enfin débarrassée de l'exploitation et de l'oppression.

Roseline Vachetta

## Quand la répression prend le pas sur l'éducation : les centres éducatifs fermés

Les CEF (centres éducatifs fermés) ont été instaurés en 2002 par la loi Perben 1, également à l'origine de la création des établissements pénitentiaires pour mineurs. Ces CEF accueillent des mineurs à partir de 13 ans, placés sous contrôle judiciaire, condamnés à une peine avec sursis ou placés en liberté conditionnelle pour six mois renouvelables une fois.

Le choix politique a été de concentrer les efforts financiers sur les structures fermées, cela aux dépens de l'éducation et de la prévention. Au cours des dix dernières années, 164 unités éducatives (milieu ouvert, hébergement, insertion) ont été fermées, et 48 centres fermés ont été créés (33 pour le secteur associatif et 15 pour le secteur public). Trois sont à l'état de projet, ce qui porterait l'ensemble à 51 au total.

### Le grand retour en arrière

Le sociologue Laurent Mucchielli analyse ainsi les CEF : « Leur finalité est l'enfermement ; leur condition est la contrainte et la "disciplinarisation", l'éducatif est simplement une partie de leur contenu quand la soumission est acceptée ».

La loi du 5 mars 2007 précise qu'un jeune condamné à une peine d'emprisonnement d'un an peut exécuter sa peine dans un CEF. En cas de fugue ou d'infraction au règlement intérieur, il peut être incarcéré sans avoir commis de nouveau délit. Véritable antichambre de la prison, ils ont de commun avec elle les hauts murs, l'éloignement du milieu familial, la surveillance et l'absence de mixité. Quel apprentissage pourrait-on y faire d'une vie en société ?

Terrible retour en arrière car les centres fermés ou centres d'observation ont existé jusqu'en 1978 où le dernier a été fermé. En 1974, un rapport du Président du tribunal pour enfants de Paris au Garde des sceaux disait : « Les établissements fermés sont des échecs et des dépotoirs. L'action éducative nécessite pour les plus jeunes du temps, des zones de libertés, elle n'est pas conciliable avec le milieu fermé. »

Quarante ans plus tard, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

### Une prison qui ne dit pas son nom

Présentés comme une alternative à l'incarcération, les CEF sont avant tout de nouveaux lieux d'enfermement

qui augmentent les réponses sécuritaires et réduisent d'autant les prises en charge éducatives.

Jean-Marie Delarue écrit : « Tout se passe comme si le seul objectif de ces CEF était de parquer les enfants ». Il parle de « violation grave des droits fondamentaux », comme l'absence de visites en famille du fait de l'éloignement ou de leur utilisation comme punition. À son arrivée au ministère de la Justice, Christiane Taubira disait que ce n'était qu'une réponse parmi d'autres et qu'il fallait redonner des moyens au milieu ouvert. Aujourd'hui, la volonté de l'administration est qu'il y en ait soixante. On n'est pas loin des 80 promis par le gouvernement Sarkozy... Et la directrice de la PJJ, qui a été Juge des enfants, s'appête à fêter en grande pompe les dix ans du CEF de Beauvais. Belle hypocrisie qui consiste à sacrifier quelques principes pour apporter une caution politique aux partisans de la « tolérance zéro ».

### Où est passé l'éducatif ?

L'ordonnance de 1945 faisait le pari de l'éducation au sortir de la guerre. Les gouvernements successifs ont fait depuis vingt ans le pari de la répression, la sécurité représentant un enjeu électoral où la surenchère est de mise. Une seule priorité : taper sur les jeunes, cibles faciles, quand la crise économique s'étend et que les conditions sociales des familles deviennent de plus en plus précaires, en faire des boucs émissaires qu'on désigne et qu'on condamne, en pénalisant la pauvreté. Dans un contexte de chômage et d'inégalité, quelles sont les perspectives ouvertes à la jeunesse ?

Inscrite dans l'ordonnance de 45, la primauté de l'éducatif sur le répressif, c'est l'accès à tous les droits, droit à la formation, à l'autonomie, au logement, à la santé, à la culture et à la défense de ces droits fondamentaux pour tous.

Thérèse Guamis

## De l'immigration, c'est l'enfermement !

maximale avait été portée à 45 jours sous le ministère Guéant. Or, la majorité des expulsions ont lieu durant les 5 premiers jours de rétention. Sous Guéant, l'intervention du juge de la liberté et de la détention, juge qui se prononce sur la régularité de l'arrestation et de l'enfermement, passe de 2 jours à 5 jours. Et la majorité des expulsions ont donc lieu dans ce délai de 5 jours, avant même que la personne ait pu faire entendre sa cause en justice.

En clair, une fois interpellé et placé en CRA, un étranger est expulsé au moyen de procédures expéditives et arbitraires, quasi immédiatement, ou reste enfermé durant 45 jours dans des conditions qui violent les droits fondamentaux. Et sous Hollande, il n'est toujours pas question de revenir sur ces mesures...

### La même logique

Avant décembre 2012, les sans-papiers étaient placés en garde à vue après avoir été interpellés et pouvaient faire l'objet de poursuites pénales pour infraction à la législation sur le séjour. La Cour de Justice de l'Union européenne a condamné la France sur ce point : la directive retour exige

d'expulser vite et bien, et placer des gens en garde à vue ne poursuit pas cet objectif. Or, c'est la garde à vue qui aidait la police à remplir les CRA. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement crée une nouvelle mesure dans une loi de décembre 2012 : la rétention de 16 heures, dont le régime est calqué sur celui de la garde à vue. En pratique, c'est une nouvelle mesure de privation de liberté à part, spécial étranger.

Enfin, nouveauté du quinquennat Hollande : l'ouverture de salles d'audience délocalisées près de l'aéroport de Roissy et du CRA du Mesnil-Amelot en octobre dernier. Un jugement rapide, en bout de piste, entre l'avion d'arrivée et celui du retour ! Nouveaux tribunaux d'exception, pour une justice d'exception.

Il est donc urgent de sortir de cette logique : les centres de rétention administrative doivent être fermés immédiatement. Et la régularisation de toutes et tous les sans-papiers doit devenir la seule règle et le premier axe d'une vraie politique d'accueil des étrangers. C'est le sens de notre combat.

Clémence Durand

1 - <http://www.lacimade.org/publications?category=Rapports+sur+la+r%C3%A9tention+administrative>



MICHELIN

## Les Bibs se mobilisent pour les salaires

Sur Clermont-Ferrand, une mobilisation des salariés Michelin, avec appel à la grève, a eu lieu le mercredi 11 décembre 2013. À l'initiative de la CGT, cette grève s'inscrivait dans le cadre de la journée d'action pour l'augmentation des salaires qui concernait toutes les usines Michelin en France.

Les revendications ? Une augmentation de salaire de 350 euros, et pas l'instauration de primes diverses et variées et de nature aléatoire réduisant le salaire qui est pourtant un élément essentiel de notre protection sociale et de nos retraites. Le « coût du travail » n'est pas une réalité, ce sont les salariés qui produisent les richesses et il est normal qu'au vu des profits engrangés par Michelin, ceux-ci doivent profiter du gâteau. L'objectif de cette journée de mobilisation et d'action était aussi de créer le rapport de forces nécessaire pour obtenir les augmentations de salaires demandées dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (NAO) sur les salaires qui a lieu le mercredi 18 décembre.

### Développer la lutte

À Clermont-Ferrand, cet appel s'est traduit par un rassemblement devant la porte d'une des usines du site, rassemblement regroupant un peu moins d'une centaine de salariés. Ce mouvement n'a pas eu l'ampleur espérée, la grève fut peu suivie.

Sur les banderoles, on pouvait lire les revendications suivantes : « prenons sur les profits, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise ! », « augmenter les salaires, créer des emplois, financer les retraites » ou « reconnaissance de la pénibilité ».

On a appris aussi que des salariés de l'usine Blavozy proche du Puy-en-Velay (Haute-Loire) allait subir du chômage technique avec fermeture de l'usine du 12 décembre au 6 janvier et que les sites de Clermont-Ferrand seront aussi touchés mais partiellement. L'ensemble des grévistes sont allés remettre une motion à la direction rappelant toutes les revendications. L'amplification de la lutte reste une nécessité afin d'obtenir satisfaction.

Sandrine Clavières

TRANSPORTS ÎLE-DE-FRANCE

# Le compte n'y est pas !

Pour le deuxième tour des Régionales de 2010, le premier point du programme de l'union PS, Verts, PCF était la tarification unique du pass Navigo mise en œuvre à mi-mandat... C'est l'heure des bilans.

À u premier tour, le PS s'était contenté de défendre des tarifs réduits pour certaines catégories, EÉLV réclamait 65 euros pour tous, et le FdG 56 euros (le tarif de l'époque pour les zones 1-2). Plus de trois ans se sont écoulés. Où en sommes-nous ? Depuis 2011, la zone 6 a été annexée à la zone 5, c'est-à-dire que les habitants de Provins, d'Étampes ou de Mantes-la-Jolie qui travaillent à Paris (ou vice-versa) ne paient pas plus que ceux de Roissy, d'Évry ou de Cergy, soit 113,20 euros par mois au lieu de 65,10 pour celles et ceux qui ne fréquentent que la zone 1-2, principalement Paris et la très proche banlieue (Montreuil, Saint-Denis ou Neuilly-sur-Seine). Autant dire que le plus gros du chemin vers la tarification unique reste à faire.

### Tout augmente... sauf les revenus !

Depuis plusieurs années, pour participer à l'amélioration du réseau (disent-ils...), les dirigeants du STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France, autrement dit Huchon et la majorité de gauche de la région) augmentent pendant l'été les tarifs de 2 à 3 %, soit nettement plus que l'inflation et surtout que nos salaires, pensions de retraite ou indemnités chômage.

Et cet hiver, en plus, pour répercuter l'augmentation du taux de la TVA intermédiaire de 7 à 10 %, il y aura une hausse supplémentaire de 3 % ! Certes, EÉLV a obtenu que



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

cette augmentation-là n'affecte pas les tarifs 5 zones (ni les tickets à l'unité), mais insidieusement, au lieu d'aligner les tarifs les plus élevés sur les moins chers comme cela avait été annoncé, on prépare l'alignement sur la moyenne initiale. Du côté du FdG (qui a deux groupes distincts à la Région), le groupe PCF-GU s'est « courageusement » abstenu, à l'exception notable de Laurence Cohen, sa représentante au CA du STIF qui a voté contre, comme le PG et les Alternatifs. Il y a eu bien entendu un vœu voté pour demander au gouvernement de maintenir la TVA à 7 % pour les transports, produits de première nécessité, mais l'État est sourd à ce type de jérémiade.

### Dézonage amélioré

Il faut reconnaître quelques petits progrès en matière tarifaire. Pour la carte Imagine'R (scolaires), le dézonage qui avait été instauré sous le mandat précédent pour les week-ends et les vacances d'été va

être étendu aux petites vacances. C'est une bonne chose qui évite à beaucoup d'ados d'être obligés de se faire payer un scooter... sauf ceux qui habitent à proximité de leur bahut et qui n'ont aucune raison d'acheter la carte.

Pour les adultes aussi il y a un petit mieux : ils bénéficient depuis l'été dernier du dézonage d'été (du 15 juillet au 15 août) et les week-ends, mais le bénéfice n'est important que pour ceux qui ont un pass Navigo 2 ou 3 zones, ceux qui paient le moins. Beaucoup des habitants ou des salariés de la grande couronne peuvent déjà circuler dans toute l'Île-de-France sans supplément.

### Les scandales de la carte Améthyste

À part les anciens combattants, on n'a droit à cette carte qu'à partir de 65 ans. Mais avec les « réformes » successives des retraites, il n'y aura bientôt plus grand monde à être en retraite avant 65 ans, donc sans pouvoir bénéficier du

remboursement par l'employeur de la moitié de l'abonnement ni avoir droit à la carte.

Mais surtout il y a d'énormes inégalités entre les départements. En effet, c'est une mesure sociale qui est du ressort des conseils généraux et, suivant leur bon vouloir, les uns octroient cette carte de réduction pour les contribuables payant moins de 2000 euros d'impôt sur le revenu (Paris), ou pour celles et ceux qui paient moins de 600 euros (Hauts-de-Seine). Ou dans d'autres départements, les cartes ne sont valables que dans deux zones (77, 95), trois zones (91) ou dans les cinq ! Depuis des années, la CGT réclame à la région d'uniformiser la situation. Sans succès jusqu'à présent...

« Les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Cet adage du réactionnaire mafieux Pasqua s'applique manifestement aussi au Parti socialiste à la tête de la région Île-de-France.

Jacques Capet

ANNIVERSAIRE

## Un an d'expérience de Front Populaire de Tunisie

Le Front Populaire (FP) tunisien a été fondé il y a un an par l'ensemble des organisations politiques de gauche.

À sa fondation, le FP se définissait comme la principale force de résistance aux deux faces de la réaction : Ennahdha (parti islamiste au pouvoir depuis le 23 octobre 2011) et Nidaa Tounes (opposition libérale regroupant notamment les anciens benalistes).

Le réformisme et les illusions institutionnelles de certains de ses dirigeants les ont conduits à s'engouffrer depuis des mois dans un « dialogue national » qui n'a conduit qu'à maintenir l'ordre établi et n'a profité qu'au parti au pouvoir.

### Révolutionnaire et indépendant

Malgré ce contexte, les militantEs de la section Île-de-France du FP ont tenu à souffler samedi 7 décembre la première bougie de leur Front, qu'ils ont souhaité

révolutionnaire et indépendant de la bourgeoisie, attaché à la défense des intérêts des couches populaires. Lors de cet événement, ces militantEs ont rappelé qu'elles et ils ne voulaient pas d'une démocratie qui ne soit pas populaire, et que dans ce sens, elles et ils tiennent à la construction du Front Populaire comme outil politique révolutionnaire. Plusieurs organisations politiques étaient présentes, dont le NPA. Notre parti, qui considère que le processus tunisien et les expériences qu'y mènent les militants révolutionnaires sont riches en leçons, a exprimé sa solidarité avec le processus révolutionnaire tunisien en cours et a rappelé l'importance de consolider ces liens de solidarité entre organisations et entre militantEs.

Wafa Guiga

## SNCF La grève comme ultimatum ?

Les cheminots étaient appelés à la grève le jeudi 12 décembre par les fédérations CGT-UNSA-SUD Rail. La direction de la SNCF et le gouvernement prévoient en effet dans leur projet de « réforme » de s'attaquer violemment aux conditions d'existence des cheminots.

À u menu de la direction, l'abrogation de la réglementation du travail en vigueur à la SNCF, avec pour objectif l'alignement des 150 000 cheminots de la SNCF sur les conditions des quelques 6 000 cheminots salariés d'opérateurs privés. Temps de travail allongé, jours de repos supprimés, augmentation du nombre de

repos pris hors du domicile etc. sont mis à l'ordre du jour par le patronat ferroviaire. De ce point de vue, les attaques que subissent les cheminots sont identiques à celles subies par l'ensemble de la classe ouvrière.

Le gouvernement prévoit de réorganiser et diviser les cheminots de la SNCF dans trois entreprises distinctes selon leur domaine



# OGM Un autodafé ?

*Coup de tonnerre fin novembre : la revue Food and Chemical Toxicology décide de retirer, un an après sa publication, l'article de Gilles-Eric Séralini sur l'étude des effets à long terme (deux ans) du maïs transgénétique NK603 et de son herbicide associé (le Roundup).*

Cet article avait provoqué une tempête médiatique, en affirmant que la consommation par le rat provoquait l'apparition de tumeurs, de troubles hépatiques et rénaux (cf. *L'Anticapitaliste la revue* n°49, Dominique Cellier « OGM : la preuve du doute ? »). Confirmé par l'éditeur Elsevier, ce retrait revient à effacer de la littérature scientifique l'ensemble des résultats et des données issus de ces travaux. La raison invoquée est qu'il est « inconclusif » en raison de la trop petite taille des groupes (témoin et traités) et de la nature de la souche de rats utilisée. L'éditeur maintient cependant les précédents articles, publiés dans le même journal, sur des études réalisées par Monsanto ayant servi à l'autorisation du maïs incriminé (NK603), études pourtant plus courtes, avec les mêmes effectifs de groupes et sur la même souche de rats. Deux poids deux mesures... Par ailleurs, cette décision est en flagrante opposition avec les normes éthiques internationales

COPE (Committee on Publication Ethics) auxquelles adhère la revue et pour lesquelles les seuls motifs de retrait sont la non-fiabilité prouvée des résultats, le plagiat ou la publication redondante, ou une recherche contraire à l'éthique. La revue a pourtant reconnu que l'article de Séralini ne contenait aucun de ces défauts.

## Mainmise et lobby des multinationales capitalistes

Comment ne pas lier cette censure à l'arrivée dans le comité éditorial de la revue début 2013 de M. Goodman, ancien employé de Monsanto de 1997 à 2004 ? S'agit-il pour la revue de juger incompetents ou mal informés ses propres experts qui ont évalué l'article il y a un an ou reconnaître les pressions et la mise sous contrôle de la revue par la firme Monsanto ? Ce retrait est un véritable scandale et doit être condamné quelles que soient les réserves qui ont pu être exprimées sur les travaux du

Professeur Séralini, leurs limites et faiblesses. Il met en lumière la mainmise des lobbys des multinationales capitalistes sur l'orientation de la recherche scientifique, son financement et maintenant sur les publications scientifiques. Quand on sait le rôle que jouent ces dernières dans les critères et indices de notation pour l'évaluation des chercheurs et des laboratoires, on ne peut qu'être inquiets sur l'indépendance et l'avenir de la recherche scientifique. Mais le plus grave est que pendant ce temps, on continue à prendre la planète comme paille de laboratoire et l'humanité comme cobaye en n'évaluant pas les impacts sanitaires, environnementaux, sociaux et humains des plantes génétiquement modifiées (PGM), des pesticides associés et du modèle d'agriculture qu'impose la mondialisation capitaliste. Alors que ces impacts n'ont pas été évalués pour une seule modification génétique, les industriels, confrontés à l'adaptabilité des insectes et des plantes sauvages, ne peuvent que pratiquer la fuite en avant et multiplier les modifications. Ainsi, le mercredi 6 novembre, la Commission européenne a autorisé, pour l'alimentation animale et/ou humaine, dix PGM dites empilées, contenant plusieurs événements de transformation. La plus emblématique est le maïs SmartStax, élaboré par Dow Agrosociétés et Monsanto, contenant huit transgènes lui conférant une résistance à plusieurs insectes et une tolérance à plusieurs herbicides.

*CorrespondantEs de la commission nationale écologie*

## LA POSTE Grève historique dans les centres de tri



DR

Face à l'ampleur des restructurations en cours sur le réseau du courrier, une riposte unitaire sur des mots d'ordre communs était une nécessité absolue. En effet, la situation est alarmante. D'ici fin 2014, ce sont une douzaine de centres qui sont appelés à fermer sur l'ensemble du territoire. Plus de 2000 emplois sont impactés : des reclassements et mobilités forcées, avec le plus souvent un allongement de trajet non négligeable (plusieurs dizaines de kilomètres supplémentaires par jour), des changements de métier...

*Le jeudi 12 décembre, l'ensemble des centres du réseau de traitement et d'acheminement du courrier étaient en grève à l'appel des 7 organisations syndicales représentatives dans l'entreprise. Le personnel s'est mobilisé massivement.*

Les dirigeants de La Poste ont reçu l'ensemble des fédérations syndicales le 13 décembre. Méprisants, ils n'ont pas compris le message : non seulement ils refusent l'arrêt des fermetures mais vont même jusqu'à s'en complimenter, arguant que c'est la seule solution face à la baisse des volumes de courrier. Ils oublient de dire que La Poste a investi plus de 3 milliards d'euros il y a moins de 10 ans et surdimensionné l'outil industriel. Et ce sont aujourd'hui les personnels qui devraient faire les frais d'une stratégie foireuse ?

### Un gouvernement aux abonnés absents

Dans ces discussions, manque un interlocuteur de taille, l'État, actionnaire principal, mais également signataire du contrat de service public. Alors que le gouvernement ne cesse de clamer que sa première préoccupation est

l'emploi, il laisse La Poste massacrer les emplois et accentuer la désertification de la présence postale dans des zones déjà sinistrées économiquement et socialement (Picardie, Seine-Saint-Denis, Loire, Aveyron...). L'État, grand pourvoyeur du service public postal ? Il refuse pourtant de compenser intégralement les coûts liés à l'exercice des missions de service public, laissant chaque année une ardoise à La Poste de 400 à 500 millions d'euros !

La grève du 12 décembre l'a démontré : les personnels sont bien décidés à ne pas se laisser faire et à lutter pour conserver leurs emplois dans les sites où ils exercent aujourd'hui. Ils n'ont pas dit leur dernier mot. Espérons que l'ensemble des fédérations syndicales saura les entendre et continuera la lutte à leurs côtés !

*Bruno Quignard*

d'activité : la gestion des infrastructures (caténaires, voies, aiguilleurs etc.), le transport (conducteurs, agents de trains, commerciaux etc.), et une coquille vide regrouperait les cadres dirigeants de l'actuelle SNCF. Cette organisation prépare le retour prévu des compagnies privées qui se partageraient des monopoles régionaux sur le réseau ferroviaire. C'est pourtant bien la faillite des opérateurs privés qui avaient conduit à la nationalisation du chemin de fer en 1937...

### Une force collective

Dans ce contexte, près de 50% des roulants (conducteurs et agents de train) ont participé à la grève. La participation est en nette hausse par rapport aux mobilisations de septembre et octobre. En revanche, elle est globalement en recul par rapport à la participation du 13 juin dernier où 50% des cheminots, toutes catégories confondues, avaient cessé

le travail. Cela s'explique en partie par la lassitude d'une stratégie de grève de 24 heures espacées parfois de plusieurs mois et l'attitude de la CFDT-FGAAC (attelage CFDT et syndicat catégoriel des conducteurs) qui d'ores et déjà soutient

cette réforme, présentée comme un moindre mal...

La grève du 13 juin avait suffi à faire reculer la date d'application de cette réforme de plusieurs mois. Elle a confirmé la force et la crainte que peuvent inspirer les cheminots

quand ils s'y mettent massivement. Il faut maintenant qu'ils utilisent cette arme, pleinement et tous ensemble, jusqu'à satisfaction des revendications. Cela pourrait dans le contexte en inspirer plus d'un.

*Axel Persson*

## Discrimination syndicale

Suite à une grève survenue en décembre 2010 au technicentre SNCF de Bobigny, Fabien Malvaud, militant à Sud Rail, a été licencié en février 2011. Le technicentre est un atelier du matériel qui entretient et répare principalement les rames du réseau Est, dont les TGV. La grève concernait les agents « remiseurs-dégareurs », c'est-à-dire ceux qui déplacent les trains à l'intérieur du triage. Un métier « sensible » qui peut à lui seul grandement paralyser le réseau Est.

C'est pour cette raison que la direction a tenté par tous les moyens de briser cette grève, notamment en s'en prenant à un de ses principaux animateurs. Le fait reproché à notre collègue est une « présomption de sabotage », sur la base de deux agents d'encadrement. C'est un cas de discrimination syndicale flagrant. Le licenciement de notre camarade avait entraîné de nombreux rassemblements et l'affaire s'est retrouvée une nouvelle fois devant le conseil des prud'hommes de Paris où nous

demandons la réintégration de notre camarade à son poste de travail. Celui-ci fera savoir sa décision le 10 janvier.

On assiste à la SNCF à des cas de discrimination syndicale « ordinaire ». En sanctionnant par exemple des militants juste pour avoir distribué des tracts, il s'agit de revenir sur des pratiques obtenues par un meilleur rapport de forces et de tenter de « calmer » les ardeurs de celles et ceux prêts à s'opposer aux changements importants à venir si la nouvelle réforme ferroviaire voyait le jour.

*Correspondant*

SAINT-DENIS (93)

## Des flics dans la basilique !



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

*Ce dimanche 15 décembre, sur ordre du préfet, la police a osé intervenir en force dans la basilique de Saint-Denis contre des habitantEs expulsés de leur immeuble et sans logement qui s'y étaient réfugiés.*

Les expulsés des immeubles du 50 et du 103 Gabriel-Péri, à la rue depuis 6 mois, 196 jours exactement, sans solution d'hébergement, avaient décidé avec les soutiens de s'y installer pour tenter de se faire entendre.

À 15h, ils pénètrent dans la basilique, installent leurs banderoles sur les murs du chantier de rénovation en cours, et posent leurs tentes, leurs affaires à l'intérieur. Le curé de la basilique les a accueillis, la communauté catholique fait partie du comité de soutien depuis le début. C'est jour de marché de Noël sur la place, il y a du monde, et des forces de police qui patrouillent. Elles préviennent la préfecture qui rapidement envoie des renforts sur place.

Rapidement le ton est donné. Un cordon de policiers bloque l'accès de la basilique et le commissaire de permanence annonce que la basilique va être évacuée. Face au refus du curé, il annonce qu'il passera outre, ayant fait sa thèse, excusez du peu, sur les rapports police et religion... On a de la chance ! Comme la basilique est un monument historique, il va faire évacuer sans autres avis...

### «Solidarité avec les mal-logés!»

La mobilisation s'organise à l'extérieur. Du monde se regroupe et manifeste. Des containers de poubelles sont regroupés devant l'entrée, servent de tambours, de barricades, de béliers contre la police. À 16h30, le maire Didier Pailard et des élus arrivent, écharpes tricolores en bandoulière. Le maire force le passage, est bousculé, menacé de gazeuse et de Taser, va rejoindre le groupe des expulsés à l'intérieur qui le salue chaleureusement. Un geste fort, qui tranche avec son attitude durant les six mois passés. Monseigneur Gaillot, Olivier Besancenot arrivent aussi.

Pendant ce temps, des négociations ont lieu avec le préfet par l'intermédiaire du vicaire de l'évêché. Mais le préfet ne veut rien savoir, et refuse d'héberger les 27 expulsés dans le nouveau centre d'accueil qui vient d'ouvrir à Saint-Denis et qui est encore au trois-quarts vide. Vers 18h, la police intervient dans la basilique et fait sortir brutalement les habitantEs et les soutiens. Un prêtre dénonce cette atteinte honteuse au droit d'asile. Une manifestation s'improvise vers le nouveau centre d'hébergement, une ancienne gendarmerie vide depuis plusieurs années. Cet échec n'en est pas forcément un. Le comité de soutien s'est notablement renforcé et prévoit dans les jours à venir une délégation au ministère du Logement jeudi et une manifestation samedi.

JMB



## Les comités en action!

Paris La campagne du NPA est lancée! Le mercredi 11 décembre, 150 personnes se sont réunies pour lancer des listes anticapitalistes indépendantes aux municipales 2014. Olivier Besancenot a dénoncé la première année honteuse de la présidence Hollande, la multiplication des licenciements, le festival d'éruptions xénophobes de la droite, de l'extrême droite... et du ministre de l'Intérieur «socialiste».



Les porte-parole de campagne, Penelope Duggan, Antoine Pelletier et Isabelle Foucher, en ont développé les axes essentiels. Il s'agira de dénoncer la politique, d'une violence inouïe, du gouvernement actuel contre les classes populaires, une droite plus réactionnaire que jamais, et le FN en embuscade.

À Paris, la municipalité sortante, filiale locale du pouvoir socialiste, a beau se vanter d'avoir utilisé un peu des ressources considérables de la ville la plus riche de France pour faire quelques logements sociaux, ses douze ans de mandat ont amplifié la transformation progressive de la capitale en métropole du luxe, des riches et de la finance, qui marginalise et chasse les classes populaires. En dix ans, les loyers parisiens ont doublé.

Des mesures d'urgence, ne respectant pas la sacro-sainte propriété capitaliste, sont donc nécessaires. Ce sont des luttes massives, radicales, qui pourront les imposer: c'est ce qu'ont dit également notre camarade étudiant Harry, qui a rappelé la belle explosion de colère de la jeunesse scolarisée contre les expulsions de sans-papiers, et Matthieu, cheminot... en grève dès le lendemain.

Bref, un meeting et une campagne ancrés dans les luttes.

Millau (12) «Douce France»... d'hier à aujourd'hui. Le NPA Millau a organisé le mercredi 11 décembre la projection en présence d'une trentaine de personnes du film *Douce France* en présence de Miguel Segui, de la commission Quartiers populaires du NPA, et de Kaïssa Titous, militante antiraciste active lors de la Marche... et depuis!

Le film présente le contexte de l'époque de la marche: «bavures» de la police, précarité, chômage de masse, trahisons de la gauche, casse des repères de classe, désillusion des habitantEs des quartiers populaires et peur qui s'installe chez les exploités...

Le débat a été parfois passionné, parfois drôle, parfois exaspérant, souvent émouvant, toujours riche de vécu... Car si à Millau nous n'avons pas de cité emblématique des révoltes sociales des quartiers, le racisme est présent sur les causses et dans la ville. Le délire sécuritaire entretenu par la municipalité PS n'en est pas moins fort. Quant à la police, elle n'a pas fini de flinguer: la BAC de Millau a tué Nabil en juin 2012 dans un climat de déferlement de haine raciste sur les blogs des médias. Le NPA continuera à mobiliser dans le cadre du collectif «Justice et vérité pour Nabil» pour que ce crime ne soit pas classé «sans suite», et dans le cadre de la «liste anticapitaliste» pour mettre en avant l'unité de notre classe contre les capitalistes qui nous exploitent et les politiques racistes qui nous dressent les unEs contre les autres!

Beauvais (60) C'est parti pour les municipales. Vendredi 13 décembre, un repas débat réunissant une quarantaine de personnes a eu lieu. Nous avons invité Serge Aberdam, conseiller municipal à Ivry-sur-Seine (94) qui a expliqué son rôle d'élus. Quel rôle pour un élu NPA? Pourquoi une liste NPA sur Beauvais? Construire une opposition de gauche à ce gouvernement, faire converger les luttes dans lesquelles nous sommes investis, être les porte-parole des mobilisations locales dans les conseils municipaux, tel est l'enjeu.

## Campagne financière

# «On n'a pas le choix, le NPA!»

*Il nous reste environ trois mois pour réussir notre campagne financière. Il est clair que nous avançons beaucoup moins vite que l'UMP. Nous pouvons même dire sans être gêné que ça avance difficilement. Et c'est logique.*

**E**n général, notre milieu social a des fins de mois plutôt difficiles. En ces temps de crise, l'argent se fait rare du côté des opprimés, et nous cumulons les handicaps. Nous n'avons pas de coup de pouce du côté des

médias qui nous invitent très peu depuis quelques mois. Alors on se débrouille comme on peut, avec nos forces militantes, notre détermination et notre optimisme.

Nous avons fait des clips pour capter la sympathie, faire parler de nous, pour essayer aussi de nous adresser plus largement à la population. Ce n'est pas dit que cela se traduise par un envol des dons mais cela permet au moins de faire savoir que nous avons besoin d'argent, de beaucoup d'argent. Nous ferons certainement d'autres clips dès le début 2014, parce qu'il faudra en remettre une couche. Et puis nous tenterons d'autres choses...

Nous multiplions les repas, les soirées (dansantes ou pas) comme à Rouen, les réunions dans les villes et les campagnes pour rassembler nos amiEs, nos sympathisantEs et les militantEs d'organisations associatives, syndicales ou politiques proches. En clair, tous les gens qui nous aiment bien, celles et ceux qui nous trouvent utiles dans la vie politique.

**Pour plus d'informations, pour nous aider:**  
<http://npa2009.org/souscription>

### Jusqu'au bout!

Même si cette campagne est une grosse bataille qui est loin d'être gagnée, nous irons jusqu'au bout. Nous ne lâcherons rien parce qu'au bout il s'agit de faire entendre notre voix, la voix anticapitaliste, la voix de notre camp, de ceux qui souffrent, de ceux qui espèrent aussi que le monde change vite. Notre parti a besoin de soutien financier et il doit être capable de le trouver autour de lui. Heureusement, le NPA n'est pas seulement un parti de militantEs, il a aussi ses sympathisantEs, ses compagnons de route. Aujourd'hui, nous sommes encore un petit parti fragilisé, qui a pris des coups depuis sa naissance, mais un parti qui existe encore!

Le projet de construire un parti large, unitaire et anticapitaliste, reste pour nous d'actualité, encore plus qu'avant. Les gens d'en bas doivent prendre confiance dans leurs capacités, prendre leurs affaires en main. Cette campagne financière est importante pour la suite.

### À ROUEN

## Soirée festive pour le NPA

**L**e jeudi 12 décembre, une centaine de personnes étaient présentes à la MJC rive gauche pour la soirée festive organisée par les comités de l'agglomération de Rouen. Une initiative pleinement réussie, d'abord en ce qui concerne la participation, et aussi sur l'ambiance chaleureuse et festive que toutes et tous ont pu apprécier.

Après une courte intervention politique de notre camarade candidat aux municipales à Rouen, la soirée a été animée par deux groupes, Inu puis les Tombstone

Brothers et leur génial enterrement du rock n'roll. Le repas, préparé par les différents comités, a été l'occasion de nombreuses discussions entre militantEs et sympathisantEs autour de la situation sociale et politique et de notre parti, toujours là!

Une soirée organisée un peu dans la précipitation, mais au final réussie, avec près de 2 000 euros récoltés pour la campagne financière et des gens satisfaits et heureux. Une invitation à renouveler l'expérience dès que possible... et partout!

## Tribune

# Anticapitalisme et Révolution!

*Le courant du NPA Anticapitalisme et Révolution est né les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2013. Il regroupe les militantEs qui se reconnaissent dans sa déclaration de constitution adoptée à cette occasion et dans le texte de la plateforme Y, «Un parti anticapitaliste et révolutionnaire pour l'intervention dans la lutte de classes», qui avait obtenu 32% des voix au congrès du NPA de février 2013<sup>1</sup>.*

**L**a crise du système capitaliste, qui est toujours devant nous, n'ouvre pas mécaniquement un boulevard pour les révolutionnaires. On assiste plutôt à une progression de l'extrême droite, tandis qu'un projet politique réformiste s'est reconstitué à travers le Front de gauche. Mais à ces difficultés objectives s'ajoutent pour le NPA des choix d'orientation erronés. Sa majorité de direction, avec sa stratégie de construction d'une «opposition de gauche» pour un «gouvernement anti-austérité», axe en effet sa politique sur une démarche permanente d'interpellation, discussion et recherche d'accords politiques avec le FdG. Affirmer qu'un tel gouvernement pourrait exister avec le FdG (comme

avec son «modèle», Syriza en Grèce), c'est leurrer ceux qui nous écoutent. Car le Front de gauche n'est pas anticapitaliste. Sa direction n'a pas pour objectif d'élargir les brèches d'un système en crise, mais de les colmater. Son intervention propre, comme celle de ses membres au sein des directions syndicales, ont pour conséquence l'accompagnement des contre-réformes des retraites ou bien des rythmes scolaires. Avec pour corollaire le refus d'organiser la riposte à la politique anti-ouvrière et anti-immigrée du gouvernement Hollande-Ayrault.

Un Rubicon a même été franchi quand Jean-Luc Mélenchon a traité d'«esclaves» et «nigauds» les travailleurs bretons qui se battent pour leurs

emplois. Tournant le dos aux dizaines de milliers de salariés et de paysans qui manifestaient le 2 novembre à Quimper, le FdG défilait le même jour à Carhaix en défense du gouvernement. La préparation des élections municipales est une illustration de la politique majoritaire que nous contestons. La variété de listes impliquant le NPA donne lieu à une cacophonie. Les accords locaux passés avec le FdG dans des villes significatives ne font que cautionner sa stratégie et sa politique. Au lieu d'agir sur les contradictions des réformistes autour de leur rapport au gouvernement, ce sont encore une fois les réformistes qui agissent sur nos faiblesses. C'est l'inverse qu'il faudrait faire. Tenter de présenter partout où c'est possible des listes anticapitalistes. Mettre au centre de nos discussions, à tous les niveaux, notre politique d'intervention et notre indispensable implantation. Nous devons construire des cadres de front unique à chaque fois que cela permet de mettre en mouvement les travailleurs et la jeunesse contre la politique que mènent ce gouvernement et le patronat, et de

faire avancer le rapport de forces pour notre camp social. Mais en même temps, pour marcher sur nos deux jambes, construire le NPA comme outil indépendant d'orientation et de combat pour les jeunes et le monde du travail.

Cette bataille pour l'émergence d'une nouvelle orientation, donc aussi d'une nouvelle direction, passera à la fois par des démonstrations militantes, la formulation et défense quotidienne de nos propositions, le développement de débats stratégiques. Dans le même temps, nous continuerons bien évidemment le travail de construction à tous les niveaux du NPA. Nous nous efforcerons d'aider concrètement les comités à développer leur intervention et à formuler leur politique dans la lutte de classes. Le courant doit servir à être plus efficaces, constituer un outil pour l'intervention, en particulier autour de nos priorités: action des comités, structuration des branches, formation, construction dans la classe ouvrière et la jeunesse.

1 - Notre bilan de ce congrès, publié dans la revue du NPA de mars 2013, est disponible sur: <http://npa2009.org/node/37139>

**Livre**

# « La "lutte contre le terrorisme" est bien commode pour nous obliger à nous asseoir sur nos libertés individuelles »

**Entretien.** De 2015 à 2016, deux journalistes anglais et français enquêtent sur un massacre commis au Niger durant l'été 2012. Pourquoi tant de morts ? Au nom de qui et de quoi ? S'agit-il d'une banale et tragique bavure des forces spéciales des armées britannique et française à la recherche d'un groupe terroriste ? Fuyant un amour chaotique, l'un des journalistes rencontre par hasard le seul survivant du carnage qui va lui permettre, avec l'aide de son confrère et ami, de mettre au jour un scandale impliquant des personnalités du monde industriel, militaire et politique... C'est la trame du Jardin des Puissants, premier roman de Bruno Jacquin, un ancien journaliste. Rencontre avec l'auteur.

Tu situes l'événement en 2012 dans le désert du Sahel, où des militaires traquent un groupe terroriste. T'es-tu inspiré de faits réels ?

La « lutte contre le terrorisme », notamment « islamiste », j'insiste sur les guillemets, est bien commode pour nous obliger à nous asseoir sur nos libertés individuelles. Depuis les attentats de septembre 2001 à New York, les États-Unis de Bush ont inventé le Patriot Act et Sarkozy la Loi sur la sécurité intérieure. Par ailleurs, les occidentaux ont investi l'Afghanistan et maintenant, la France est au Mali et en Centrafrique.

Il y a certes un fondamentalisme religieux dangereux pour la démocratie qui se développe en Afrique ou en Asie, mais ces lois, ces interventions militaires sont-elles seulement ce qu'elles prétendent être ? La France n'intervient-elle pas



au Mali pour protéger d'abord ses intérêts économiques dans la région, principalement au Niger, tout près de là ?

Ce n'est donc pas par hasard si je situe les événements de mon roman dans ce pays et que j'égratigne au passage la Francafrrique qui n'a pas disparu avec Hollande, comme elle n'avait pas disparu avec Mitterrand.

**Au-delà de la Francafrrique, c'est tout un système, le capitalisme débridé, qui est mis en accusation dans ce roman.**

Les affairistes dirigent le monde. La responsabilité des politiques est énorme. Non seulement parce qu'ils laissent faire, mais aussi parce qu'ils donnent les outils, les clés à ces gens en leur disant : « voilà, vous êtes chez vous, faites ce que vous voulez ». Mon roman s'inspire de la signature de l'accord de défense de novembre 2010 entre Sarkozy et Cameron, le Premier ministre britannique. J'ai imaginé les dérives que pouvait entraîner un

tel accord sur le commerce d'armes et de nucléaire militaire dans un monde ultracapitaliste où le profit est le seul horizon.

**Tu dénonces également une certaine forme de journalisme...**

Mes deux « héros » sont des journalistes consciencieux comme il en existe beaucoup, n'en doutons pas. Mais leurs moyens sont de plus en plus limités et calculés. Le scandale de la presse n'est pas tant le journalisme de connivence pratiqué par certains médias influents que celui d'avoir laissé prendre le contrôle des journaux et chaînes par des industriels, y compris de l'armement. Le journalisme de connivence n'est que le produit de ce laissé-faire.

**Propos recueillis par Véronique D.**

*Le Jardin des Puissants*, Bruno Jacquin, éditions Les 2 encres, 2013, 19 euros. Plus d'infos : [www.lejardindespuissants.webnode.fr](http://www.lejardindespuissants.webnode.fr)

**Essai: L'État total selon Carl Schmitt. Ou comment la narration engendre des monstres**, Jean-Pierre Faye, Germina, 2013, 16 euros.



Il en est de Carl Schmitt comme d'Heidegger: tous deux conservent à gauche, et spécialement en France, des admirateurs, des disciples ou même des continuateurs, malgré l'appui que tous deux ont porté

aux nazis. Et le premier, montre ici J.-P. Faye, y a une part de responsabilité écrasante, bien qu'il n'ait jamais été jugé comme criminel de guerre, ce qu'il fut pourtant. Dans le chaos politique où se trouvait l'Allemagne de 1932, c'est une conférence que tint Schmitt devant un club de grands patrons de Rhénanie-Westphalie qui décida ces derniers à soutenir massivement le parti nazi et à adresser une pétition au président du Reich pour qu'il nomme chancelier « le chef du grand mouvement », Hitler, par eux porté au pouvoir le 30 janvier 1933. En éclairant le rôle de cette conférence et de ce prétendu « grand penseur », Jean-Pierre Faye fait œuvre de salubrité publique.

Gilles Bounoure

**Essai: L'art n'est pas libre, il agit. Écrits sur la littérature (1913-1948)**, Alfred Döblin, Agone, 2013, 22 euros.



« C'est seulement dans les États libéraux modernes, ceux qui se sont voués au commerce, à la banque et à l'industrie, au capital et à l'armée, que pouvait s'implanter cette parole de mépris: "L'art est libre", c'est-à-dire

complètement inoffensif, ces messieurs et mesdames les artistes peuvent bien écrire et peindre ce qu'ils veulent; nous relient cela en cuir, y jetons un œil ou l'accrochons au mur, nous fumons là-dessous nos cigarettes, les tableaux intéressent aussi éventuellement le commerce de l'art. L'art est lui-même responsable de l'impudence dont il est la victime, car la plupart de ses représentants ne méritent plus depuis longtemps le nom d'artistes. » L'actualité de ces propos de Döblin, l'année même de Berlin Alexanderplatz, 1929, en pleine « résistible ascension » du parti nazi, forme l'un des nombreux intérêts de ces essais qui ont aussi inspiré Brecht.

Gilles Bounoure

**Livre: Compartiment pour dames**, Anita Nair, Poche Philippe Piquier, 2004, 9,70 euros.



Pendant le trajet d'un train de nuit, dans le compartiment réservé aux femmes, six femmes de classes sociales différentes, six portraits, six histoires marquées par la soumission dans la société indienne. Leurs confidences, leurs échanges les

font se reconnaître entre elles. Comment ne pas étouffer dans les préjugés de caste, dans l'emprise du cercle familial et des traditions ? Comment faire son propre chemin en tant que femme et être humain ?

Christine Schneider

**Poésie**

# Mort d'un grand poète égyptien

Le poète Ahmad Fouad Najm est mort mardi 3 décembre chez lui au Caire. Il avait 84 ans. Il formait avec le chanteur Cheikh Imam un duo en lutte, infatigablement en prise avec « le monde du dehors / avec ses hommes, ses animaux, ses luttes et ses vents », pour reprendre les mots d'un autre grand poète, lui aussi en lutte et longuement emprisonné, Nazim Hikmet (extrait du poème De la vie).

Il est souvent difficile d'appréhender la manière dont une œuvre peut « agir » sur celles et ceux qui l'écoutent, la voient, la partagent. Mais nous savons que les poèmes d'Ahmad Fouad Najm et la musique de Cheikh Imam ont nourri toute une génération en révolte, puis en lutte. On a pu les entendre chantés sur la place Tahrir et en d'autres lieux, porteurs toujours d'un même espoir. Accusé à plusieurs reprises par la justice de son pays pour ses écrits et prises de position virulentes, notamment en faveur de la laïcité, il passera 18 années de sa vie en prison.

Encore peu traduite en français, sa poésie emprunte à la tradition lyrique méditerranéenne un rapport extrêmement concret à ce qui marque un paysage, tout en le rendant toujours plus vaste, plus large et ramifié à d'autres horizons : la rythmique, les images, la pensée ne sont jamais réellement coupées de la vie quotidienne, des fêtes, des arbres, des couleurs... ni de l'histoire.

Autre source manifeste d'un art en prise avec l'histoire en train de se faire,



DR

l'usage du pamphlet et de la satire (contre les dirigeants égyptiens ou pour la cause palestinienne notamment) à l'instar du poète syrien Nizar Qabbani. Et, fait rarissime pour un poète, il recevra en 2012 le trophée Bouzghiba (prix international de l'humour), pour l'ensemble de son œuvre poétique et son engagement intellectuel au côté des manifestants, lors des révolutions arabes.

Sa disparition est l'occasion de rappeler que s'il est des œuvres saillantes, exemplaires, elles nous ramènent toutes et toujours à l'extraordinaire plasticité de l'art et à sa porosité avec la vie. L'art est aussi des luttes car il est du monde.

Samaël Steiner

**DVD: Animated Soviet Propaganda – the complete collection**, coffret 4 DVD, éditions Long Boat Entertainment, 15,20 euros.



Pour ne pas laisser sombrer dans l'oubli certaines des œuvres modestes mais originales que nous a léguées l'histoire, l'éditeur Long Boat Entertainment sortait en

2007 le coffret *Animated Soviet Propaganda*. Ce dernier regroupe sur quatre DVD thématiques 1 près d'une quarantaine de courts métrages réalisés en Union soviétique entre 1924 et 1984 (« De la révolution d'octobre à la Perestroïka ») qu'accompagnent les commentaires d'un spécialiste du cinéma russe ainsi que de réalisateurs. *Animated Soviet Propaganda* nous plonge au cœur des rapports ambigus qu'entretiennent l'art et le pouvoir, dans cette discipline relativement méconnue qu'est le film d'animation. Entre travail de propagande idéologique et réponse à l'urgence de la situation politique internationale, c'est tout un pan de la création cinématographique soviétique dans sa diversité esthétique qui est mis au jour. À (re)découvrir et à faire découvrir. Et disponible à la Brèche !

Sophie Coudray

1 – Les impérialistes américains / Les barbares fascistes / Les requins capitalistes / Vers un avenir brillant : le communisme.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

**librairie**  
la breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## Portugal: désobéir à la troïka!

Adriano Campos est membre de la direction nationale du Bloc de gauche. Nous lui avons ouvert nos colonnes pour qu'il nous parle de la situation sociale et politique du Portugal, un pays marqué ces dernières années par de puissantes mobilisations contre l'austérité.



DR

**D**eux ans et demi après l'entrée de la troïka au Portugal, tout a échoué. Les objectifs de réduction de la dette et de la croissance se sont révélés un leurre et la politique des coupes n'a résolu aucun problème structurel. L'économie portugaise présente aujourd'hui plus de faiblesses et d'insuffisances. Les résultats mettent en évidence une situation de catastrophe sociale dont on ne voit pas la fin. On estime que plus d'1,3 million de travailleurs se trouvent au chômage (15,7% de la population dont 30% parmi les jeunes). La multiplication des faillites et le recul de l'État dans les secteurs essentiels qui a déjà conduit à la suppression de plus de 30 000 postes de fonctionnaires ont aggravé la précarité : un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Pendant cette période, le gouvernement à majorité de droite (formé par les conservateurs du PSD et par les minoritaires démocrates-chrétiens du CDS) s'est montré un excellent élève et a appliqué avec zèle les mesures d'austérité imposées par le FMI, la Banque centrale et la Commission européenne.

### Réformes structurelles ou changement de régime ?

L'asphyxie financière à laquelle ont été soumis les pays du sud de l'Europe ces dernières années a été très tôt présentée par les gouvernements et par les responsables de l'Union européenne comme une conséquence du gaspillage de l'argent public et des familles. Les réformes structurelles se sont traduites par deux grandes transformations qui, de fait, s'apparentent à un véritable changement de régime social et économique. La première concerne les entreprises publiques. L'octroi des entreprises de production et de distribution d'électricité à des capitaux chinois et la vente des aéroports à la société Vinci sont venus s'ajouter à la privatisation totale de la poste. Il ne reste plus qu'à démanteler le service public de l'eau et la banque publique. Le pays a ainsi

**L'alternative à la politique de destruction menée par la troïka passe par une renégociation radicale de la dette, quant à ses montants, intérêts et échéances.**

perdu sa souveraineté économique dans les secteurs clés, tandis que prospèrent les capitaux étrangers dans l'économie, notamment les capitaux angolais.

La deuxième transformation a conduit au chômage, à la précarité et aux salaires de misère en grande partie de la population. La modification du code du travail, un des grands objectifs revendiqué par la troïka et le gouvernement a eu pour conséquence de faciliter les licenciements, l'augmentation du temps de travail (passage de 35 à 40 heures dans la fonction publique) et l'augmentation du travail précaire. Comme l'a affirmé récemment un important chef d'entreprise dans le domaine des télécommunications, « le Portugal rassemble le meilleur de deux mondes : des salaires relativement bas, une nouvelle génération hautement qualifiée et travailleuse, une bonne infrastructure et l'absence de conflits. »

La baisse des salaires, la casse des services publics, et en particulier les attaques contre la sécurité sociale, appauvrissent les travailleurs au profit du capital.

### La dette et la Constitution au centre des décisions

Le Bloc de gauche continue d'affirmer que ce gouvernement est hors-la-loi. En effet, aucun des budgets présentés par le Premier ministre Passos Coelho n'a été totalement approuvé par la Cour constitutionnelle. Les nombreux avis défavorables de la Cour ont conduit la

droite et quelques dirigeants du Parti socialiste à demander une révision constitutionnelle qui inscrive dans la loi toutes les mesures d'austérité possibles. La Commission européenne a même mis en garde la Cour constitutionnelle sur les conséquences qu'entraînerait un nouvel avis défavorable sur le budget de l'État.

Le leader du PS continue dans une position attentiste, alors qu'il est évident que le Portugal ne recouvrera pas sa souveraineté d'ici l'été 2014 (date prévue par la troïka). Mais s'il est certain que quelques manifestations de défense de la Constitution trouvent un écho dans une grande partie de la classe politique – depuis le Bloc de gauche jusqu'à l'ancien président de la République Mario Soares – c'est à travers la question de la dette que des majorités de transformation peuvent se constituer. La spéculation financière a entraîné une telle augmentation des taux d'intérêt qu'il est impossible à l'État portugais d'honorer sa dette. L'alternative à la politique de destruction menée par la troïka passe par une renégociation radicale de la dette, quant à ses montants, intérêts et échéances.

### Construire une alternative: rassembler des forces pour désobéir à la troïka

Après la crise politique du mois de juillet, lorsque le leader du CDS (droite) a présenté sa démission du gouvernement mais a été obligé de faire machine arrière suite à la pression exercée par Angela Merkel, le gouvernement continue donc d'être pieds et poings liés aux décisions de la troïka. L'unification annoncée de la droite – PSD et CDS se présenteront sur une liste commune aux élections européennes – n'occulte pas les contradictions d'un gouvernement qui a failli sur toute la ligne et continue à chuter dans les sondages.

Le fait que le Parti socialiste, parti qui a sollicité la troïka en 2011, continue à être en tête des sondages, montre l'ampleur de la tâche à accomplir pour la gauche en

termes de mobilisations sociales. Après la gigantesque mobilisation du 2 mars, les mouvements anti-troïka se sont vu confrontés à des difficultés pour organiser des résistances d'un autre type, alors que l'on assiste à des mobilisations importantes dans les secteurs des transports, de l'enseignement et des chantiers navals.

Les prochains mois qui nous séparent des élections européennes et de la décision de la poursuite de l'intervention de la troïka seront décisifs pour organiser une alternative populaire capable de se transformer en une majorité de gauche pour gouverner et changer l'ordre des choses. Le Bloc de gauche défend la nécessité de larges convergences afin de rompre avec la troïka. Ce choix doit être assumé avec toutes ses conséquences. À défaut de renégociation, le Portugal doit imposer un moratoire unilatéral sur la dette détenue par le capital financier, en préparant le pays à toutes les épreuves qui pourraient advenir. Cet engagement aura d'autant plus de force que la pression populaire s'exercera afin de former un gouvernement de gauche capable de désobéir à l'Europe de la troïka. Cette lutte commence à peine.

**Les prochains mois qui nous séparent des élections européennes et de la décision de la poursuite de l'intervention de la troïka seront décisifs pour organiser une alternative populaire capable de se transformer en une majorité de gauche pour gouverner et changer l'ordre des choses.**

## Vu ailleurs

**Le Monde**

Réalisées sur un rythme triennal, les enquêtes de l'OVE (Observatoire de la vie étudiante) dressent un portrait fiable des 2,4 millions d'étudiants français. Cette année, 41 000 questionnaires ont été épluchés. Leurs difficultés n'en paraissent que plus frappantes. Ainsi, 57% d'entre eux n'ont pas assez d'argent pour finir le mois. Du coup, un sur deux se restreint et/ou pioche dans ses économies, 31% sont à découvert et un quart doit demander une aide exceptionnelle à sa famille. [...] La moitié des étudiants assument une activité rémunérée, et ils assurent (à 51%) que cela leur est « indispensable pour vivre ». [...] Pour un étudiant sur cinq (19%, + 3 points par rapport à 2010), cette activité est « concurrente » des études. Et 20% pensent qu'elle a même un impact négatif sur celles-ci. Du terrain remontent de multiples exemples qui disent la précarité de certains. « Depuis deux ou trois ans, on nous demande un étalement du paiement des droits d'inscription, constate Francis Marcoin, président de l'université d'Artois. Je me rappelle aussi une excellente étudiante qui ne voulait pas partir à l'étranger. Elle craignait de perdre sa bourse, qui était devenue un revenu d'appoint pour sa famille. » À l'université Paris-Sud, Béatrice Descoins, chargée de mission vie étudiante, a déjà débloqué une centaine d'aides individuelles d'urgence de 100 à 800 euros. Cet afflux est en partie dû au retard du Crous à verser les bourses. Lorsqu'on lui signale un étudiant qui dort dans une voiture, ce qui arrive plusieurs fois par an, Mme Descoins se met en chasse d'une chambre. [...] Seuls 40% des étudiants pensent qu'ils auront un meilleur avenir que leurs parents. [...] Un sur deux a été stressé ou déprimé dans la semaine qui a précédé sa réponse au questionnaire de l'OVE. Quatre sur dix (39%) ont ressenti de l'épuisement, 26% de la solitude et de l'isolement et 22% des problèmes de sommeil. Le fait que 27% des étudiants interrogés renoncent aux soins de santé – la moitié d'entre eux pour raisons financières – n'arrange rien.

« Plus de la moitié des étudiants ont des fins de mois difficiles », Benoît Floc'h et Isabelle Rey-Lefebvre, *Le Monde* du 11 décembre 2013.



**S'abonner à l'Anticapitaliste**  
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex / Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET N° DE COMPTE CLÉ RIB

Date : ..... Signature : \_\_\_\_\_

Établissement teneur du compte  
Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Mensuel	Hebdo	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 16 €	<input type="checkbox"/> 1 an 32 €
<input type="checkbox"/> Hebdo + Mensuel 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org